

## Chapitre 2 : La naissance de la IIIe République (1870-1879)

Cette décennie bien agitée fut une période essentielle de l'Histoire de notre pays, car c'est alors que le régime républicain s'installa à peu près définitivement : après 1879, il n'a été interrompu que par le bref intermède du régime de Vichy<sup>1</sup>. Le régime né entre 1870 et 1879 est le plus long que la France a connu depuis la Révolution (il dura soixante-dix ans), même si la Ve République semble bien partie pour lui faire concurrence. Mais cette naissance ne se fit pas sans mal : il fallut neuf ans pour affermir les institutions. Entre-temps, on passa à deux doigts d'une restauration monarchique, et l'on écrasa le peuple parisien dans un bain de sang. La IIIe République a été marquée jusqu'à la fin par la fragilité d'institutions nées dans l'urgence et dans l'improvisation, et par la répression de la Commune qui en a fait un régime longtemps suspect à la gauche socialiste.

### I. La guerre de défense nationale : septembre 1870 - mars 1871.

#### A) Le nouveau régime face au conflit.

Dans la journée du 4 septembre 1870, la République avait été proclamée sans effusion de sang dans toutes les grandes villes<sup>2</sup> ; l'Empire déchu ne trouva aucun défenseur. Ce furent les républicains de gouvernement qui proclamèrent le nouveau régime ; les néo-jacobins, surpris par la rapidité des événements, ne purent rien faire, d'autant que le peuple parisien applaudit la formation du gouvernement provisoire. La situation aurait rappelé celle de février 1848... si le pays n'eût pas été en guerre.

Certains se berçaient d'espoirs : Bismarck avait fait la guerre au régime impérial et non au peuple français... Mais l'armée prussienne ne fit pas mine d'arrêter ses opérations, et dans les jours qui suivirent la proclamation de la République il fallut bien organiser la poursuite des combats. On forma donc un "gouvernement républicain de défense nationale", dirigé par Jules Favre et composé d'élus républicains du Corps législatif issu des élections de 1869 ; il se plaça immédiatement dans la continuité de la Patrie en danger (« aujourd'hui, comme en 1792, le nom de République veut dire union intime de l'Armée et du Peuple pour la défense de la Patrie »). Le général Trochu prit le commandement des armées.

---

<sup>1</sup> Vichy n'était pas formellement une monarchie ; mais c'était un régime qui ne partageait pas les valeurs associées à la République à partir de 1880, c'est-à-dire les principes de 1789 – comme nous le verrons aux chapitres 3 et 4, en France depuis le XIXe siècle "république" connote toujours plus ou moins "démocratie".

<sup>2</sup> Elle le fut à Lyon avant de l'être à Paris.

La situation réelle était sans doute plus difficile encore qu'à l'époque de Valmy : quatre-vingt cinq mille hommes avaient capitulé à Sedan ; cent cinquante mille autres, sous le commandement du maréchal Bazaine, étaient assiégés dans Metz. La France était isolée en Europe, où l'on s'inquiétait du retour de la République<sup>1</sup>; un certain nombre de puissances, à commencer par le Royaume-Uni, étaient ravies de voir s'affaiblir un pays dont les vellétés de grandeur et d'expansion semblaient menacer l'équilibre continental. Surtout, la Prusse ne voulait pas d'une paix blanche, c'est-à-dire sans vainqueur ni vaincu : elle était fermement décidée à annexer les territoires germanophones et les gisements de fer et de charbon de l'est de la France, ainsi qu'à obtenir une forte indemnité. C'est pourquoi toutes les tentatives de médiation avec l'ennemi, menées par Favre (qui rencontra Bismarck à Ferrières fin septembre) puis par Thiers, échouèrent. Le gouvernement provisoire se vit contraint de continuer une guerre que les militaires considéraient comme perdue dès le mois de septembre.

Or il n'avait pas les moyens de mener cette guerre. Il n'avait pas de vraie légitimité ; les ministres n'avaient aucune expérience — Gambetta n'avait que trente-deux ans. Trochu était contesté, car ce n'était pas un républicain très sincère : il était proche des orléanistes. Facteur additionnel de fragilité pour le gouvernement, l'extrême-gauche néo-jacobine était puissante dans les grandes villes. Elle s'était déjà manifestée en août, au moment des premières défaites : le 8 à Marseille, elle avait tenté de prendre l'hôtel de ville ; à Lyon le 13, à la suite d'une émeute, était apparue une éphémère "commune", c'est-à-dire une municipalité centrale illégale, Lyon, comme Paris et Marseille, n'ayant que des mairies d'arrondissement. Après le 4 septembre, avec le retour de la liberté de parole, cette mouvance se fit très vite fort virulente à Paris. Blanqui lui-même, libéré juste après le changement de régime, adopta une posture patriote : il intitula son nouveau journal *la Patrie en danger*. Il se mit d'abord au service du gouvernement (« En présence de l'ennemi, plus de partis ni de nuances. (...) Il n'existe qu'un seul ennemi, le Prussien »), attitude qui, comme déjà en juillet, préfigurait en quelque sorte l'Union sacrée de 1914 ; mais très vite il afficha sa défiance vis-à-vis du "pacifisme" et du "défaitisme" qu'il croyait déceler dans l'attitude du gouvernement, notamment au moment de l'entrevue de Ferrières.

Or le peuple parisien était armé : la garde nationale, dissoute à la fin de la II<sup>e</sup> République et rétablie (avec moults garde-fous) par la loi Niel sous le nom de garde mobile, s'était beaucoup développée, plus ou moins spontanément, pendant l'été ; réorganisée systématiquement dans toute la capitale en septembre, elle comptait désormais trois cent mille hommes en armes. Le gouvernement était bien obligé de tolérer ces milices largement noyautées par l'extrême-gauche, au nom des souvenirs de 1792 (la première garde nationale), de 1830 et de 1848 (le rôle de la garde nationale dans les révolutions de ces deux années) ; en revanche, les troupes régulières stationnées à Paris étaient constituées de marins (les fantassins étaient occupés ailleurs), ce qui n'était pas

---

<sup>1</sup> En 1870, un seul pays européen ne vivait pas en monarchie, la Suisse ; et la dernière proclamation de la République en France avait coïncidé avec une vague révolutionnaire dans toute l'Europe.

un gage d'efficacité. Toujours dans l'esprit de la grande Révolution, l'extrême-gauche suscita l'apparition, dans chaque arrondissement de Paris, d'un **Comité de Défense nationale**, qui n'était pas élu (ou de manière fort obscure) ni reconnu par le gouvernement, mais qu'il fallut bien tolérer car il y avait d'autres urgences et que l'heure n'était pas à affaiblir le camp des patriotes. Dès le 11 septembre, apparut un "**Comité central des vingt arrondissements**" pour chapeauter l'ensemble<sup>1</sup>. Le rôle qu'il revendiquait était de seconder les autorités en assurant le ravitaillement, le fonctionnement des écoles, la police, etc. ; mais il essayait aussi de faire pression sur le gouvernement, réclamant une "levée en masse" et des réquisitions. On vit également se multiplier les journaux et les clubs plus ou moins extrémistes.

Pendant ce temps les Prussiens avançaient très vite : **le 19 septembre, Paris était encerclée**. Début octobre **Gambetta** quitta la capitale en ballon et gagna Tours où il prit en charge, seul, la défense du pays ; il renonçait ainsi à l'antimilitarisme du programme de Belleville<sup>2</sup>. Il **organisa une véritable dictature de salut public**, ne laissant aucune liberté aux administrations locales, restreignant la liberté de presse et plaçant des hommes à lui aux postes clefs ; ces méthodes le rendirent durablement impopulaire, mais il parvint à imposer une mobilisation effective de l'ensemble de la population mâle adulte (elle n'eut pas lieu complètement à cause de la défaite ; mais Gambetta parvint à mobiliser au total six cent mille hommes, soit deux fois les armées de Napoléon III). Hélas, ce n'était pas un grand stratège ; en particulier, comme tout le monde, il était obsédé par Paris qu'il tenta en vain de libérer (telle était la force de l'identification de la capitale à la nation) : de toute façon, les armées nouvellement constituées manquaient fatalement d'expérience. Surtout, Bazaine capitula fin octobre, ce qui libéra les troupes prussiennes qui encerclaient Metz ; les républicains tinrent cette capitulation pour une trahison dictée par les sympathies royalistes de Bazaine.

Gambetta organisa quatre offensives, mais toutes ses armées se firent battre (ainsi à la bataille du **Patay** sur la Loire, en décembre). Il y eut aussi des tentatives de poursuivre le conflit sous la forme d'une guérilla : des compagnies de francs-tireurs se constituèrent, mais Gambetta, qui s'en méfiait, les plaça sous le contrôle étroit de l'armée régulière et ne les utilisa guère. Dans la capitale assiégée, **Trochu**, homme âgé qui n'avait pas quitté les bureaux du ministère depuis bien longtemps, **se révéla un incapable** : il ne pensa même pas à organiser de rationnement avant le mois de janvier. Victor Hugo eut ce mot définitif à propos de ses capacités : « Trochu : participe passé de "trop choir" ».

**Les Français**, après un sursaut de patriotisme au début septembre, **se lassèrent très vite** d'une guerre qui semblait perdue, et qui fit quand même

---

<sup>1</sup> Cette appellation de "Comité central", qui apparaissait pour la première fois, a eu une impressionnante postérité, par l'intermédiaire de la mémoire de la Commune de Paris dans la gauche française et européenne, et tout particulièrement du léninisme.

<sup>2</sup> Il est vrai que le pays était envahi, comme en 1792... Antimilitaristes de principe, hommes de guerre efficaces quand il le fallut : tels furent encore les républicains de gauche en 1914.

cent trente mille morts. L'armée elle-même avait perdu le moral : les désertions augmentèrent spectaculairement à partir de décembre, il y eut même des refus de combattre. Bismarck ne menaçait pas le régime, d'ailleurs mal défini ; en tout cas, il ne prétendait pas restaurer l'Ancien Régime ni une quelconque dynastie. Quant à l'éventualité de la perte de l'Alsace-Lorraine, on l'envisageait avec un certain flegme à Rennes ou à Toulouse : les frontières avaient déjà bougé dix ans auparavant ; la propagande nationaliste n'était pas encore passée par là, et avant 1870 il n'aurait pas beaucoup fallu encourager les Français pour qu'ils considérassent que ces germanophones obstinés, Français depuis deux siècles seulement (moins pour les Lorrains), ne faisaient pas vraiment partie de la communauté nationale<sup>1</sup>.

Seule Paris assiégée résista jusqu'au bout ; jamais la détermination patriotique de la population ne fléchit.

« Nous mangeons du cheval, du rat, de l'ours<sup>2</sup>, de l'âne.  
(...) Plus d'arbres : on les coupe ; on les scie, on les fend ;  
Une pomme de terre arrachée à sa crypte  
Est reine, et les oignons sont dieux comme en Égypte.  
Nous manquons de charbon, mais notre pain est noir ;  
Plus de gaz : Paris dort sous un large éteignoir ;  
A six heures du soir, ténèbres. Des tempêtes  
De bombes font un bruit monstrueux sur nos têtes. »  
(Victor Hugo, *L'année terrible*).

Le salaire quotidien d'un ouvrier parisien était de trois à cinq francs (neuf à quinze euros), mais bien peu avaient du travail : la plupart des familles parisiennes n'avaient pour vivre qu'une solde de garde national, soit trente sous<sup>3</sup> (quatre euros et demi) par jour. Or fin janvier le rat était à deux francs, le chat à huit francs, l'œuf à deux francs soixante-quinze, le kilo de charbon à soixante francs (sept, vingt-cinq, neuf et cent quatre-vingt-dix euros). Ces conditions terribles contribuèrent à échauffer les esprits ; isolés, les Parisiens étaient dans l'ignorance de la situation réelle du pays et de l'état de l'opinion publique en province (pour laquelle, du reste, ils ne professaient pas un grand respect). Ils voulaient croire, et finissaient par croire, que la guerre n'était pas perdue, que le peuple, en se mobilisant, allait retourner la situation comme à Valmy.

## B) La fin de la guerre.

Mais il n'en fut rien ; fin janvier, l'armée prussienne ayant commencé à bombarder la capitale (il y eut quatre cents morts), Trochu demanda un armistice qui fut signé cinq jours après. Après avoir pensé un moment à se

---

<sup>1</sup> Les Alsaciens et les Lorrains, eux, étaient très patriotes, en bons frontaliers.

<sup>2</sup> Le Jardin des Plantes et les autres zoos avaient été mis à contribution.

<sup>3</sup> Un sou (le mot vient du latin *sol*, "soleil", par référence à la forme de la pièce), c'était cinq centimes de franc, au XIXe et au début du XXe. Trente sous, c'est donc un franc cinquante.

rebeller, Gambetta démissionna début février. Toutes les troupes françaises furent désarmées, sauf la garde nationale qui n'était pas une armée régulière. Les veinqueurs accordèrent à la France un délai de trois semaines pour élire une Assemblée nationale qui négocierait les conditions de la paix : Bismarck ne voulait pas négocier avec des « factieux battus » (selon l'expression de l'historien Daniel Halévy), mais avec un gouvernement légitime.

Les **élections**, organisées en dix jours au scrutin de liste départemental majoritaire, eurent lieu le **8 février 1871**, sans aucune campagne électorale préalable, dans l'improvisation et le désordre les plus complets. Désorientés, privés des consignes préfectorales auxquelles ils étaient habitués, échaudés par les méthodes de Gambetta et de ses collaborateurs (républicains), les Français votèrent massivement pour les candidats qu'ils connaissaient, qui les rassuraient, et surtout qui leur promettaient la paix : c'est-à-dire les notables – tout au moins ceux qui ne s'étaient pas compromis dans le régime précédent. Les partisans de la guerre à outrance, qui étaient aussi les républicains radicaux, furent battus à plates coutures ; comme les notables d'opposition de province étaient des légitimistes ou des orléanistes, les élections donnèrent une **forte majorité royaliste**, élue, on le voit, sur une équivoque : elle avait reçu pour mission de faire la paix, pas de changer le régime. Sur six cent soixante-quinze députés, la Chambre comptait environ quatre cent cinquante royalistes, répartis à peu près également entre légitimistes et orléanistes. La noblesse y était mieux représentée que jamais depuis la Restauration (les ducs de Broglie, Decazes, d'Uzès, de La Rochefoucault ; les princes d'Aumale et de Joinville ; le comte de la Rochejacquelin, etc.) ; la grande bourgeoisie y était nombreuse également – en revanche il n'y avait qu'un prêtre, Mgr Dupanloup. C'étaient « toutes les vieilles Frances (...) tirées par une sorte de miracle du sol bouleversé, crevassé par le désastre » ; ce qu'Halévy baptisa « la République des ducs ». Il n'y avait qu'une vingtaine de bonapartistes et cent soixante à cent quatre-vingt républicains, dont quarante se réclamaient de Gambetta et cinq seulement s'affichaient socialistes. Décidément, les Français n'étaient pas républicains... ce qui n'avait somme toute rien de surprenant : le pays n'avait vécu que 14 ans en république (1792-1804 et 1848-1852), cela avait été deux échecs et l'Empire avait fait toute une propagande antirépublicaine.

Mais **Paris avait voté à l'inverse de la province** ; avec l'est menacé d'annexion, la Seine était le seul département à avoir plébiscité les listes de guerre<sup>1</sup>. Tous les socialistes élus l'étaient à Paris, ainsi que la plupart des gambettistes : Louis Blanc, Victor Hugo, Gambetta, Garibaldi (titulaire d'un passeport français, car né à Nice), Rochefort, Clemenceau (Paris avait élu aussi des modérés, des "républicains de paix" comme Jules Favre ou Thiers). En revanche les rares socialistes internationalistes avaient été battus ; les blanquistes également, même à Paris.

Après les élections, il fallut négocier avec Bismarck. Pour ce faire, dès sa première réunion à Bordeaux, toujours en février, l'Assemblée élut **Thiers "chef**

---

<sup>1</sup> Le département de la Seine, à l'époque, couvrait aussi la banlieue proche.

du pouvoir exécutif de la République française à titre provisoire, (...) dépositaire de l'autorité souveraine (...) en attendant qu'il soit statué sur les institutions du pays". La formule était particulièrement prudente ; le mot "République" était flanqué de l'adjectif "provisoire" et le titre de "chef de l'exécutif" (et non de "président") se trouvait attribué à Thiers à titre strictement personnel. L'Assemblée gardait la République pour l'instant, car il y avait plus urgent que d'éventuels changements institutionnels ; mais elle se réservait la possibilité de modifier la forme de ce régime dont elle avait hérité mais dont elle ne voulait pas, et qui semblait avoir été condamné par le vote des Français.

On se méfiait de l'habileté de Thiers ; il fut choisi pour son prestige à l'étranger. À soixante-quatorze ans, il avait une longue expérience de la vie politique, mais sa carrière semblait sur le déclin depuis 1851. Il était très populaire en province pour s'être opposé à la guerre en juillet 1870<sup>1</sup> et pour avoir cherché à négocier à l'automne. De ce fait, en février 1871 il fut élu dans vingt-six départements (Trochu le fut dans dix départements, Gambetta dans huit). L'ambiguïté de ses positions le servait également : on ne savait pas trop s'il était républicain ou orléaniste... Deux choses seulement étaient claires : il était conservateur et pacifiste. Enfin il n'avait pas de véritable concurrent. La seule figure qui aurait pu s'opposer à lui était Gambetta, qui stigmatisait le « sinistre vieillard » ; mais le radical de 1869, épouvantail de tous les conservateurs, s'était discrédité par sa brutalité au pouvoir et par l'échec de la guerre qu'il avait menée ; Thiers le traitait de « fou furieux »...

**Thiers mena donc les négociations** (à Versailles), après avoir formé un gouvernement où se mêlaient royalistes issus des élections et républicains membres du gouvernement de défense nationale. Il parvint à sauver Belfort, ville alsacienne qui, sous le commandement du colonel Denfert-Rochereau, avait résisté aux Prussiens et ne s'était pas rendue. Le Lion de Belfort, sur la place Denfert-Rochereau à Paris, témoigne encore de cet héroïsme. En revanche, Thiers ne parvint pas à faire renoncer Bismarck aux régions francophones de Lorraine (autour de Metz) : le "chancelier de fer" voulait l'ensemble des bassins miniers, et des frontières faciles à défendre ; il se mettait ainsi en contradiction avec le principe des nationalités au nom duquel il avait fait la guerre (voyez au chapitre 4). Au total, la France perdit quinze mille kilomètres carrés et un million six cent mille habitants. Il y avait aussi l'indemnité que réclamait Bismarck pour les dépenses de guerre engagées : six milliards de francs (dix-neuf milliards d'euros), Thiers obtint que la France payât seulement cinq milliards (seize milliards d'euros), ce qui représentait quand même une somme énorme, plus du double du budget annuel de la Prusse. La moitié du territoire français devait être occupée jusqu'au versement complet de l'indemnité, y compris Paris qui

---

<sup>1</sup> En fait il n'était pas allé jusqu'au bout de son opposition et avait voté finalement les crédits militaires ; mais c'était mieux que rien, et cela faisait oublier le va-t-en-guerre de la monarchie de Juillet.

pourtant n'avait pas été prise par les armes (en fait, l'occupation de la capitale fut symbolique : elle se limita à quelques patrouilles sur les boulevards de l'ouest à la fin février, dans les quartiers bourgeois où la population ne risquait pas de réagir violemment).

Le 2 mars, l'Assemblée approuva la paix à une majorité de 80% ; certains opposants démissionnèrent, ce qui renforça encore la majorité royaliste. Le traité fut signé en mai à Francfort.

### C) Conséquences de la défaite sur l'image de l'Allemagne en France.

Le 18 janvier, avant même l'armistice, l'Empire allemand avait été solennellement proclamé dans la galerie des glaces du château de Versailles. La volonté d'humiliation était évidente dans cet acte sans précédent historique (la "raison" en était que les armées de Louis XIV avaient laissé de fort mauvais souvenirs dans le sud de l'Allemagne, et qu'en 1808 c'était Napoléon qui avait mis fin au saint Empire romain germanique). De manière générale, le traité de Francfort était une nouveauté dans l'Histoire diplomatique européenne. Le fait d'imposer au vaincu des dommages de guerre destinés à payer les frais du vainqueur (et non pas seulement, comme en 1815, l'entretien des troupes stationnées sur son territoire), en suivant le principe que celui qui déclare la guerre est seul "coupable" ; la prise en otage d'une partie du territoire, occupé jusqu'à paiement de la "rançon" ; l'annexion de l'Alsace-Lorraine réalisée non seulement sans consultation de la population et sans doute contre son gré (il n'y eut aucun plébiscite, contrairement aux annexions de 1860), mais aussi, pour Metz, en contradiction ouverte avec le principe des nationalités affiché par le vainqueur ; le fait qu'il n'y eut pas de réelle négociation, pas de congrès paneuropéen comme en 1815, mais un texte imposé au vaincu sans discussion possible sur l'essentiel, la volonté d'humilier et d'affaiblir substituée à celle de construire un nouvel équilibre entre puissances, tout ce mépris du droit et de l'idée de "concert des nations" qui était au cœur des relations intereuropéennes depuis des siècles annonçait les *Diktate* du XXe siècle.

La surprise fut générale et le traumatisme profond en France : le comportement de l'Allemagne choqua profondément – même si en février une majorité des Français vota contre la poursuite d'une guerre perdue, cela ne voulait pas dire qu'ils en acceptaient les conséquences. Ce traumatisme provoqua en quelques années, voire peut-être en quelques mois, un changement radical d'attitude des Français envers l'Allemagne.

Avant 1870, l'Allemagne jouissait en France d'une image d'ensemble très positive. Ce n'était pas un pays, c'était une aire culturelle – mais des plus prestigieuses : la patrie de Beethoven, de Schumann, de Liszt, de Kant, de Hegel, de Goethe, de Schiller, la terre où s'étaient inventées l'Histoire, la géographie, l'archéologie, la linguistique modernes... Depuis madame de Staël (*De l'Allemagne* est paru en 1810), en passant par Hugo, Michelet et Renan, tous les grands hommes de lettres ou de science, tous les grands artistes du siècle avaient reconnu leur dette envers ce qui apparaissait, beaucoup plus que

l'Angleterre ou l'Italie, et à égalité avec la France de Voltaire et de Rousseau, comme la patrie de la culture.

L'Allemand n'était nullement perçu comme l'ennemi héréditaire (c'était l'Anglais) ; d'ailleurs, la France ne s'était jamais battue contre "les Allemands" mais contre les soldats, mercenaires ou supposés tels, du roi de Prusse ou de l'empereur d'Autriche. Bien sûr, on n'aimait guère ces deux pays, qui avaient été parmi les principaux ennemis de la Révolution et de l'Empire (on avait gardé aussi un mauvais souvenir du passage des troupes prussiennes en 1814-1815) et dont le scound se comportait, depuis quelque temps déjà, de manière pour le moins inquiétante ; mais l'Allemand (figure culturelle), ce n'était ni l'Autrichien (d'ailleurs, les Autrichiens étaient loin d'être tous des Allemands), ni le Prussien (perçu comme un semi-barbare des marges nordiques, un marginal par rapport à la "vraie" Allemagne – pourtant la Rhénanie était déjà prussienne) ; c'était encore moins le *Junker* ou le militaire wilhelmien en casque à pointe. Ces deux figures rappelaient plutôt le monde de l'Ancien Régime, en voie de disparition en France ; et l'on avait des raisons de croire que ce monde était menacé en Allemagne aussi : la révolution de 1848 avait provoqué une gigantesque explosion de revendications libérales et de généreuses proclamations révolutionnaires, et si elle avait été vaincue, cela n'était sans doute que partie remise. En tout cas, on ne confondait pas "le peuple allemand", celui du congrès de Francfort (en 1848), et les réactionnaires qui avaient repris le contrôle des pays allemands en 1849.

L'Allemagne était l'une des "petites sœurs en Révolution" de la France, l'une de ces régions d'Europe où la France avait porté les idéaux de 1789 (elle s'y était battue contre les rois, non contre le peuple allemand), puis les avait réveillés en 1848 ; la patrie de Beethoven, qui avait dédié l'une de ses œuvres majeures à Napoléon Ier. Vision assez condescendante, bien typique des mentalités françaises de l'époque, mais somme toute positive. En tout cas, l'aspiration à l'unité des peuples des royaumes et principautés allemands n'était pas perçue comme une menace, plutôt comme un projet sympathique semblable à celui que la France avait soutenu en Italie. Enfin la Prusse, puissance "moderne" et "libérale", inquiétait moins, notamment à gauche, que l'Autriche réactionnaire, impériale et catholique, qui de plus s'étendait sur toute l'Europe centrale<sup>1</sup>.

Déjà, le "coup de tonnerre" de Sadowa avait provoqué un début de remise en question de toutes ces certitudes. L'évidence de la supériorité militaire française en Europe continentale était remise en question ; la brutalité de Bismarck avait inquiété l'opinion. Mais jamais une partie notable de l'opinion publique française ne réclama une guerre, comme ce fut le cas avant 1914. En fait, en temps de paix les Français s'intéressaient fort peu à la politique étrangère, sauf les affaires des familles royales (naissances, alliances, successions au trône).

---

<sup>1</sup>

Voyez la citation de Napoléon III, au chapitre précédent.

Désormais, en 1871, l'évidence s'imposait: l'Allemagne, c'était la Prusse ; et la Prusse était tout sauf un pays pacifique, "civilisé" : elle ne s'était pas battue dans les règles. Les exécutions sommaires, les incendies de villages, etc., puis la dureté de l'occupation, imposèrent l'image de l'Allemand "barbare" (toutes origines géographiques confondues), image nouvelle que la III<sup>e</sup> République se chargea plus tard de paufiner. Voici comment Victor Hugo perçut l'attitude de l'Allemagne dans cette guerre (c'est un autre extrait de *L'Année terrible* – on remarquera que ce sont encore "les rois" qui sont en cause, pas le peuple allemand) :

« Rois teutons<sup>1</sup>, vous avez mal copié vos pères.  
Ils se précipitaient hors de leurs grands repaires,  
Le glaive au poing, tâchant d'avoir ceci pour eux  
D'être les plus vaillants et non les plus nombreux.  
Vous, vous faites la guerre autrement. On se glisse,  
Sans bruit, dans l'ombre, avec le hasard pour complice,  
Jusque dans le pays d'à côté, doucement,  
Un peu comme un larron, presque comme un amant,  
Baissant la voix, courbant le front, cachant sa lampe,  
On se fait invisible au fond des bois, on rampe ;  
Puis brusquement, criant vivat, hurra, haro,  
On tire un million de sabres du fourreau,  
On se rue, et l'on frappe, et d'estoc, et de taille,  
Sur le voisin, lequel a, dans cette bataille,  
Rien pour armée avec zéro pour général.  
Vos aïeux, que Luther berçait de son choral,  
N'eussent point accepté de vaincre de la sorte (...)  
Vous, princes, vous semez de Sedan à Versailles,  
Dans votre route obscure à travers les broussailles,  
Toutes sortes d'exploits louches et singuliers  
Dont se fût indignée au temps des chevaliers  
La magnanimité farouche de l'épée.  
Rois, la guerre n'est pas digne de l'épopée  
Lorsqu'elle est espionne et traître, et qu'elle met  
Une cocarde au vol, à la fraude un plumet !  
Guillaume est Empereur, Bismarck est trabaucire <sup>2</sup>;

---

<sup>1</sup> Les Teutons étaient une tribu germanique qui, en 111 avant J.C., venue des rives de la Baltique, envahit la Gaule transalpine romaine, alors tout juste conquise et réduite au sud-est de la France actuelle – ce fut la toute première "invasion barbare". Vaincus par Marius près de l'actuelle Aix-en-Provence en 102 après avoir ravagé le couloir rhodanien durant presque dix ans, ils laissèrent un souvenir d'extrême barbarie, en particulier parce que lorsqu'ils furent défaits les femmes teutones égorgèrent leurs enfants pour ne pas les voir tomber en esclavage, puis se suicidèrent avec leurs maris. Après 1870, le mot devint d'usage courant en France pour désigner les Allemands.

<sup>2</sup> Les trabaucires (du catalan ou de l'espagnol *trabuco*, qui désigne une espèce de fusil) étaient des guérilleros catalans des guerres carlistes qui ensanglantèrent l'Espagne de 1833 à 1839. Après la défaite des carlistes en Catalogne, certains passèrent la frontière et, devenus d'à peu près purs malfaiteurs,

Charlemagne à sa droite asseoit Robert Macaire<sup>1</sup> ;  
On livre aux mamelouks, aux pandours, aux strélitz,  
Aux reîtres, aux uhlands<sup>2</sup>, la France d'Austerlitz ;  
On en fait son butin, sa proie et sa prébende.  
Où fut la grande armée on est l'énorme bande. (...)  
Soit, princes. Vautrez-vous sur la France conquise.  
De l'Alsace aux abois, de la Lorraine en sang,  
De Metz qu'on vous vendit, de Strasbourg frémissant  
Dont vous n'éteindrez pas la tragique auréole,  
Vous aurez ce qu'on a des femmes qu'on viole,  
La nudité, le lit, et la haine à jamais ».

Surtout, on découvrait que l'Allemagne de Bismarck était tout sauf un pays partisan des valeurs de 1789, ces valeurs que la France croyait incarner et avoir donné à l'Europe. Et les Allemands étaient enthousiastes derrière Bismarck : l'Allemagne du "printemps des peuples" s'était comme évaporée. Dès lors, s'imposa une interrogation qui dura un siècle, toujours plus cruciale et plus angoissante : comment le pays de Göthe peut-il être celui de Bismarck? Les valeurs sur lesquelles s'édifiait l'Allemagne unie étaient incompatibles avec celles de la France, comme le montrait bien l'annexion, au nom du principe linguistique (même non respecté par ceux-là même qui l'invoquaient), de l'Alsace-Lorraine que la France considérait française au nom de l'Histoire partagée et de l'adhésion des populations alsaciennes et lorraines à la communauté de destin, aux valeurs politiques et culturelles françaises. Pour les Allemands, on est allemand parce que l'on parle allemand et qu'on descend d'Allemands, ce n'est pas un choix mais un héritage ; pour un Français, on est français parce qu'on le choisit, parce qu'on rejoint la France (je développerai cette opposition au chapitre 4). Et puis, habituée à être le grand pays d'Europe occidentale continentale, la France se retrouvait d'un coup avec un colosse pour voisin, un pays qui, s'il avait renoncé à annexer l'Autriche (mais il en fit vite sa cliente), s'étendait quand même de Metz à Memel (aujourd'hui en Lituanie). Bref, en quelques années la germanophilie fit place à la germanophobie la mieux partagée ; seule l'évidence de l'importance de la contribution allemande à la culture du XIXe siècle européen retarda cette évolution, sans l'empêcher.

Cette perception nouvelle de l'Allemagne s'accompagnait d'un autre traumatisme, d'une crise d'identité. Pour la première fois, la France, le pays qui s'était cru, ou que son Empereur avait voulu croire le plus fort d'Europe

---

semèrent la terreur dans les Corbières et alentour entre 1840 et 1846. Cette année-là, leur procès, à Perpignan, eut un grand retentissement.

<sup>1</sup> Figure de bandit dans un célèbre mélodrame de Frédérick Lemaître (1800-1876), représenté pour la première fois en 1834.

<sup>2</sup> Figures de soldats étrangers et barbares : les mamelouks étaient une garde d'esclaves des califes d'Égypte, qui plus tard prirent le pouvoir et fondèrent une dynastie. Reître est la forme française de l'allemand *Reiter* (cavalier). Les uhlands étaient des mercenaires, en Pologne, en Prusse et en Autriche. Les strélitz étaient des soldats des régiments allemands de l'armée russe. Les pandours étaient des troupes croates au service de l'Autriche : tous ces termes, à l'exception du premier, renvoient à des réalités germaniques.

continentale, avait été vaincue en six mois par un seul ennemi (en 1815, Napoléon Ier l'avait été par toute l'Europe coalisée) ; à aucun moment l'armée française n'avait été en mesure de résister à l'invasion, le conflit déboucha même sur une guerre civile entre Paris et la province (voyez plus bas). Personne n'avait réellement envisagé une défaite, d'autant que depuis les années 1850 la France semblait avoir retrouvé sa grandeur militaire ; en tout cas, pas une défaite de cette ampleur, avec les Prussiens à Paris, et encore aggravée, nous l'avons vu, par la dureté des conditions imposées par le vainqueur. Humiliée, la France était aussi affaiblie par la perte de territoire, par les morts, par l'indemnité qu'il allait falloir payer, par son isolement en Europe (la proclamation d'une nouvelle République n'arrangea rien). Elle n'était plus la grande puissance sympathique ou inquiétante vers laquelle tous les yeux se tournaient : ce n'était plus qu'un pays déclassé. Tous les regards étaient désormais tournés vers l'Allemagne. Ainsi l'Italie, la "sœur latine" qui devait son unité à la France, allait devoir tenir compte de cette grande puissance située un peu au nord de ses frontières : en 1883, elle s'allia à l'Allemagne et à l'Autriche en une "Triple". De même, pour la Grande-Bretagne, la principale menace sur les bouches du Rhin n'était plus la France mais l'Allemagne.

Un sentiment de honte s'empara des vaincus : qu'avaient-ils fait du pays de Louis XIV et de Napoléon ? On chercha des traîtres ; à Hauteveyrie en Dordogne, en août 1870, les paysans lynchèrent (brûlèrent vif peut-être) un gentilhomme ; dans les jours suivants il se vantèrent d'avoir "rôti un Prussien"<sup>1</sup>. Début septembre, on renversa l'Empire parce qu'il avait perdu cette guerre ; mais la République ne fit pas mieux, malgré les espoirs placés en elle au début de l'automne la geste de "la patrie en danger" ne se reproduisit pas. En revanche, dans les décennies suivantes elle mena, notamment par l'école, tout un travail de "régénération" de la France<sup>2</sup>. Les communards tentèrent de prolonger le combat ;

---

<sup>1</sup> Alain Corbin en a fait un beau livre : *Le village des cannibales*, paru en 1990. Il montre qu'on était en présence d'une résurgence très tardive d'un type de violence paysanne assez courant dans l'Ancien Régime et à l'époque de la Révolution, mais qui surprit et horrifia en plein XIXe siècle ; et aussi d'un cas rare de "passage à l'acte", où les émeutiers mirent en pratique les discours de violence, d'élimination et de mutilation qui étaient courants en France à l'égard de l'adversaire politique : on les pendra, on les étrépera, on les châtrera, etc. (Autre discours extrême longtemps non suivi d'actes et donc considéré comme inoffensif mais qui a fini par déboucher sur le pire, celui qui stigmatisait les juifs : voyez à la fin du chapitre 3 et au début du chapitre 5). Le discours empreint d'horreur des "modernes" sur l'émeute anachronique de Hauteveyrie fut d'ailleurs tout aussi excessif puisqu'on parla notamment de cannibalisme, d'où le titre du livre de Corbin.

Chose étrange au premier abord, la rumeur de Hauteveyrie accusait la victime, ou plus exactement au départ l'un de ses cousins, d'avoir tenu des propos républicains (alors qu'Alain de Monéys était un légitimiste) : Corbin montre que sous le second Empire, dans les campagnes les plus bonapartistes le noble, le curé et le républicain étaient souvent associés comme les trois figures du complot contre le régime. Les effets désastreux de la loi des quarante-cinq centimes (de 1848, voyez au chapitre 1), et d'autres maladroites semblables, se faisaient toujours sentir : la République s'était rangée dans le camp des profiteurs, des privilégiés — la démagogie napoléonienne avait amplement exploité cette image. Le trouble issu des drames de l'été 1870 (la défaite inattendue ne pouvait s'expliquer que par une trahison) amena la cristallisation de cette triple figure en celle du "Prussien", agent de l'étranger ou authentique étranger lui-même, on ne savait plus trop. Trente ans plus tard, Dreyfus aussi fut traité de "Prussien".

<sup>2</sup> Avec un discours qui parfois annonce étrangement le régime de Vichy : lui aussi était né de la décomposition du régime précédent dans la défaite, lui aussi croyait que les causes de la défaite résidaient

ils échouèrent aussi, nous allons le voir, et lorsqu'après huit ans de convulsions politiques le régime se stabilisa en 1879, la même question se posait toujours : comment effacer le désastre ? Comment rendre sa grandeur, sa force à la nation vaincue, humiliée, amputée ? Nous verrons aux chapitres 3 et 5 que les réponses trouvées à la génération suivante furent plutôt désastreuses.

## II. La Commune (18 mars-28 mai 1871).

### A) La Commune dans l'Histoire.

Je vais aborder l'un des sujets les plus difficiles à traiter qui soit. La Commune n'a pas seulement été un épisode révolutionnaire comme la France en a connu plusieurs, en juin 1848 par exemple : elle a représenté un modèle et une légende, elle a été admirée, vénérée, racontée, étudiée dans les plus menus détails, remémorée, commémorée comme sans doute aucun autre épisode de notre Histoire depuis l'épopée napoléonienne. Une des chansons les plus connues du répertoire français, *Le temps des cerises* de Jean-Baptiste Clément (1837-1903), résume pour beaucoup de Français cette légende ; elle est un peu antérieure à la Commune<sup>1</sup> et ce n'était pas à l'origine une chanson engagée, mais elle a dû son succès au fait que Clément participa à la Commune, et à des vers qu'on a perçus comme une allusion à la répression (sachant que la Semaine sanglante eut lieu en mai, saison des cerises):

« Mais il est bien court, le temps des cerises (...)  
Cerises d'amour en robes vermeilles  
Tombant sur le sol en gouttes de sang... ».

La gauche s'est référée en permanence à cet épisode, non seulement en France mais aussi à l'étranger (j'évoquerai plus bas les rapports de Lénine à la Commune)<sup>2</sup> ; mais la droite aussi a eu longtemps sa "légende noire" de la Commune. Avant 1914, commémorer la Commune était un acte militant majeur, et le culte naissant de la Commune a été l'un des éléments essentiels de "l'invention de la tradition" ouvrière française à la fin du XIXe siècle. La Commune a même été à l'occasion un enjeu tout à fait brûlant dans les querelles internes à la gauche : dans les années 1920 on s'est battu entre socialistes et communistes pour l'accès au mur des Fédérés aux cérémonies du souvenir, le 28 mai. La Résistance n'a pas été en reste, comme en témoignent ces vers des *Yeux d'Elsa* d'Aragon :

« Mais ce printemps pourtant murmurerà toujours  
Les mots d'un autre Mai parmi les mots d'amour

---

en bonne partie dans l'incurie du régime renversé. Ces rapprochements ne doivent pas faire oublier l'essentiel : la IIIe République était une démocratie, le régime de Vichy n'en était pas une.

<sup>1</sup> Elle a été écrite vers 1868.

<sup>2</sup> Dans l'une de ses dernières interviews, le dictateur communiste cambodgien Pol Pot (1928-1998), assurait que pour lui les deux plus grands événements de l'Histoire étaient la prise de pouvoir par les Khmers rouges à Phnom Penh en 1975... et la Commune de Paris ! C'était, il est vrai, pour la presse française.

Je n'oublierai jamais pour ses fleurs la muraille  
Je n'oublierai jamais  
Les morts du mois de Mai »<sup>1</sup>

Bien sûr on s'en ressouvint abondamment lors d'un autre Mai rouge, en 1968. Dans les années 1960 et 1970, la Commune fut une référence commune à toutes les gauches, socialiste, communiste ou libertaire. En témoigne cette chanson de Jean Ferrat, chanteur proche alors du P.C.F., qui date de 1971 (je cite en désordre et par fragments) :

« Il y a cent ans, comme un, comme une,  
Comme un espoir mis en chantier  
Comme une étoile au firmament  
Comme artisans et ouvriers  
Comme ouvriers et artisans  
Comme un espoir mis au charnier  
Comme une étoile au firmament  
Pour défendre Paris ils se firent "mobiles"  
C'étaient des forgerons devenus des héros  
Devenus des soldats aux consciences civiles  
Disputant l'avenir aux pavés de la ville. »

Pour Jean Ferrat, la Commune, c'était le peuple uni, c'était l'annonciation des luttes sociales du XXe siècle. Le mur des Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, est toujours très visité ; à la fin mai on y voit non seulement des cortèges militants, mais aussi des anonymes, notamment des gens du quartier. À Belleville, qui a été un des hauts lieux de résistance des communards au moment de la Semaine sanglante, les militants des associations qui se battent contre le "bétonnage" du quartier ou pour l'intégration des immigrés font sans cesse référence à la Commune. Par ailleurs, c'est face au mur des Fédérés que s'alignent les tombes des dignitaires du P.C.F., et les monuments commémoratifs de la Résistance et de la déportation sont tout proches : c'est une continuité mémorielle qui se revendique (ou une récupération qui a lieu ?) dans l'organisation de l'espace de cette partie de notre cimetière national<sup>2</sup>. Tout récemment encore, le dessinateur de B.D. Jacques Tardi a consacré à la Commune un récit graphiquement superbe, d'après un texte du romancier Jean Vautrin qui reprend tous les clichés de l'hagiographie gauchiste : le succès de ces albums (*Le cri du peuple*, 2001-2004) montre que le souvenir de la Commune n'est pas mort, cent trente ans après.

---

<sup>1</sup> Les "morts de Mai" sont à la fois ceux de 1871 et ceux de 1942, les fusillés du mont Valérien (voyez au chapitre 12 – le poème a été écrit juste après). L'image des fleurs de sang sur la muraille, outre qu'elle rappelle le mur des Fédérés, répond à celle du sang versé sur le sol dans le *Temps des cerises*.

<sup>2</sup> Le Père Lachaise est bien notre vrai cimetière national, bien plus crédible en cette fonction mémorielle que l'officiel, vide et glacial Panthéon. La présence du Mur des Fédérés l'explique en partie ; mais aussi les tombes d'Héloïse et d'Abélart, de Molière et de Racine, de Chopin et d'Edith Piaf, plus parlantes au grand public que celle d'un Marcellin Berthelot ou d'un Jean Monnet. Et puis, au Père Lachaise, on se promène, il y a des arbres et un véritable musée en plein air de la sculpture du XIXe siècle ; au Panthéon, je ne connais personne qui ne soit ressorti déçu de l'inintérêt absolu de la visite.

Pourtant ce retentissement, incroyable si on le compare à d'autres épisodes plus récents comme les mutineries de 1917, le Front populaire ou la Résistance, est sans commune mesure avec la portée réelle de l'événement. La Commune n'a pas laissé d'œuvre durable ; au contraire, révolution perdue d'avance, elle s'est achevée par la disparition (physique ou politique) de ses partisans. Elle n'a pesé en rien sur l'évolution politique de la période, sinon négativement : son seul effet immédiat a été de rendre Thiers populaire dans la bourgeoisie et la paysannerie et de lui permettre de fonder la IIIe République, un régime que haïssaient les survivants de la Commune. Et puis les communards n'avaient pas grand-chose à voir avec ceux qui plus tard se réclamèrent d'eux. La Commune ne fut pas la première révolution prolétarienne de notre époque, mais le chant du cygne du XIXe siècle révolutionnaire, « un crépuscule plus qu'une aurore » (J. Rougerie) : elle marqua la fin d'un cycle ouvert en 1789, continué en 1791-1794, 1830-1834 et 1848-1849, la fin d'un temps où Paris était une ville de gauche dont le peuple, ouvriers, employés et petits patrons artisans confondus, faisait les révolutions, avec la garde nationale, au nom de la France, de la République, du progrès politique et social. Ce fut aussi la dernière révolution nationaliste ; elle marqua enfin le chant du cygne, mais aussi l'échec, l'impasse du socialisme français, utopique, spontanéiste, libertaire, romantique, dont seuls certains éléments (proudhoniens) survécurent dans la tradition syndicale postérieure, et dans l'action politique la tradition blanquiste, mais fort remaniée par l'apport marxiste. Après la Commune Paris devint une ville de droite (ce fut évident à partir de l'affaire Boulanger, voyez au chapitre 3) ; les révolutionnaires du XXe siècle, qui étaient des internationalistes et s'inspiraient d'un socialisme allemand, ne comptaient plus sur le peuple parisien, mais sur le prolétariat des grandes agglomérations industrielles ; les acteurs des luttes sociales renoncèrent au maximalisme révolutionnaire, à l'utopie, pour apprendre à conquérir des avantages sociaux par la grève, et une législation plus favorable par le militantisme politique.

Pourquoi, dans ces conditions, cette persistance de la Commune dans la mémoire collective ? J'évoquerai plus bas la leçon politique des événements. Ce que je voudrais souligner ici, c'est que la Commune fut un événement spectaculaire, avec de hauts lieux faciles à identifier et à vénérer (Belleville, Montmartre, le mur des Fédérés) ; c'est une partie de la mythologie de Paris, la "ville-lumière", porteuse de la Révolution avant d'être porteuse de la modernité artistique. La Commune a duré deux mois et demi, elle a eu le temps de laisser une œuvre (même si elle n'a absolument pas été appliquée, c'est l'un des très rares moments de notre Histoire où un projet révolutionnaire s'est incarné dans une pratique politique !), une presse, des témoignages abondants, des programmes politiques ; elle a impliqué des figures célèbres (Courbet, Louise Michel) et a donné matière à des livres toujours lus (Vallès : *L'insurgé*) et à des chants toujours connus : *Le temps des cerises* et aussi *L'Internationale* d'Eugène Pottier (1816-1887), au départ un poème dont le texte aurait été composé durant la Semaine sanglante.

La Commune, c'est encore le bruit et la fureur de l'Histoire, une série d'épisodes spectaculaires, une répression abominable, des martyrs (et ceux-là,

contrairement aux résistants de 1940-1944, n'ont jamais accédé au pouvoir et à ses compromissions, n'ont jamais été récupérés et vénérés par un pouvoir conservateur : ce sont toujours des martyrs de gauche, des martyrs pour opposants). C'est Thiers aussi, le "méchant" archétypal sans lequel un drame n'est pas complet, notre Darth Vader à nous. La Commune, c'est "le Grand Soir", la lutte contre la réaction et (peut-être) le capital, l'explosion légitime face aux provocations des affameurs ; mais en même temps, c'est (avec février 1848) la dernière révolution sympathique, humaniste, point trop sanglante : les communards n'ont pas touché aux bourgeois, l'essentiel de la violence a été du côté de la répression. Entre les piques et la guillotine de 1789-1794 et les sinistres "révolutions" léninistes du XXe siècle avec leurs cent millions de morts, la Commune demeure une révolution fréquentable ; une révolution du peuple aussi, alors qu'Octobre 1917 fut un putsch organisé par une minorité qui n'eut rien de plus pressé, une fois parvenue au pouvoir, que d'opprimer et de massacrer le peuple russe.

Dans le souvenir de la Commune, la lecture qu'en fit Marx a joué un rôle essentiel : les textes de Marx à la fois montrent qu'à cette époque le mouvement ouvrier français comptait encore en Europe, qu'on s'intéressait aux événements de France dans les milieux avancés de tout le continent, et en constituent l'oraison funèbre puisqu'ils dressent le constat d'un échec, d'une défaite. Sous le coup de l'émotion, Marx a consacré à la Commune l'un des ses plus beaux pamphlets : *La guerre civile en France*, où il se montra très enthousiaste. Plus tard pourtant, il jugea la Commune avec une grande sévérité, ainsi dans ce texte de 1881 : « outre qu'elle fut simplement la rébellion d'une ville dans des circonstances exceptionnelles, la majorité de la Commune n'était nullement socialiste et ne pouvait l'être. Avec un tout petit peu de bon sens, elle eût pu cependant obtenir de Versailles un compromis favorable à la masse du peuple, ce qui était la seule chose possible d'ailleurs ». Toujours pour Marx, « La Commune a été le tombeau du vieux socialisme français ». Ce ne fut pas Marx, mais Engels qui avança l'expression de « dictature du prolétariat » à propos de la Commune, et cette analyse est des plus discutables (voyez l'annexe au chapitre 1) ; il n'empêche que l'expression est restée, et qu'elle est restée liée à la Commune. Lénine aussi avait beaucoup réfléchi à ce précédent révolutionnaire (en 1905 il consacra un long texte aux *Leçons de la Commune*) ; lui aussi en avait une vision très négative, c'était pour lui « un gouvernement comme le nôtre ne doit pas être ». En particulier, il reprochait aux communards « de s'être appropriés les institutions en place au lieu de les détruire. En laissant intactes les structures politiques, sociales et militaires de l'État de classes, ils offraient à la contre-révolution un terrain fertile »<sup>1</sup>. Cela ne l'empêchait pas de reprendre une partie de la phraséologie communarde, populaire déjà dans toute la mouvance socialiste : par exemple l'expression "comité central".

Tout ceci, au fond, n'était pas très positif ; mais en dialectique, critiquer c'est avancer. Et la Commune, malgré ses défauts, ses impasses, ses archaïsmes,

---

<sup>1</sup> Je cite ici un résumé de l'argumentaire de Lénine par l'historien américain Robert Pipes.

était un "premier pas", une marche sur l'escalier menant à la Révolution socialiste à venir (ou, après 1917, advenue). Comme le souligne F. Furet, la simple existence de l'ouvrage de Marx a servi à replacer la Commune dans une chronologie révolutionnaire ininterrompue par laquelle les socialistes du XXe siècle, toutes tendances confondues, se revendiquaient comme les héritiers des révolutions du XIXe siècle, et en dernière instance de celle de 1789 (alors que, je le rappelle, le socialisme n'est absolument pas né dans des milieux révolutionnaires ! Voyez le chapitre 1) ; par laquelle ils s'inséraient dans la grande chaîne du devenir historique en route vers la réalisation de la promesse socialiste. De toute façon, l'ouvrage enthousiaste de Marx resta le plus lu, surtout en France, par le simple effet de sa mince taille et de la simplicité du vocabulaire employé. On le lisait pour ne pas s'affronter au *Capital*...

## **B) Les origines et le déclenchement de la Commune.**

Le mot de "Commune" apparut à Paris vers la mi-septembre 1870, lorsque le Comité central des XX arrondissements, tout juste créé, réclama la restauration d'une municipalité parisienne. Dès cette première mention, elle était conçue comme « une commune souveraine, opérant révolutionnairement la défaite de l'ennemi ». Je vais successivement reprendre et expliciter ces quatre éléments.

« Une commune » : le mot est à prendre dans son sens le plus ordinaire, synonyme de cette "municipalité" dont les Parisiens avaient été privés par le jacobinisme des régimes successifs. Il faut souligner qu'il n'y a pas de lien direct entre "Commune" et "communisme", mot qui vient de "commun"<sup>1</sup> et avait été employé par Marx dans un texte célèbre, mais n'était pas d'un usage très courant en 1870. Le mot ne faisait référence à aucun théoricien socialiste de l'époque, même si déjà sur le moment certains ont dû faire des jeux de mots avec l'expression de Marx ; ce ne fut que bien plus tard, en 1918, que Lénine reprit ce vocable pour désigner son parti et que l'amalgame se fit avec l'une des tendances politiques issues, vers 1900 et en Russie, du socialisme européen. C'est pourquoi, pour éviter les confusions, il est préférable d'employer l'adjectif "communard" pour désigner les acteurs, et l'adjectif "communaliste" pour désigner l'idéologie, les projets de la Commune de 1871.

La Commune était un projet pour Paris seule : « le salut de la France et le triomphe de la révolution européenne dépendent de Paris », affirmait le Comité central. C'était la vieille idée d'une mission politique privilégiée de la capitale, idée directement issue de la tradition jacobine (et exploitée depuis longtemps à leur manière par les blanquistes). Il n'y eut aucune tentative pour former un gouvernement provisoire de la France (ni pour renverser celui qui existait) ; rien à voir donc avec la prise de

---

<sup>1</sup> Cf. l'*Épithète* de Ronsart : « Méprisant faveurs et trésors / Tant enviés par la commune » (= par les gens du commun, par la majorité).

pouvoir par les bolcheviks en novembre 1917, qui se fit essentiellement à Petrograd mais pour toute la Russie et surtout pour toute la classe ouvrière.

« Souveraine » : de l'idée d'une mission privilégiée de Paris, on passait facilement à celle de l'autonomie de la ville, "cité" (au sens antique du mot) qui n'avait pas à se soumettre à un pouvoir extérieur (comme les préfets de police du second Empire) : le peuple de Paris devait être maître de son destin, construire seul une société nouvelle, plus juste. C'était l'idée proudhonienne du gouvernement des citoyens par eux-mêmes ; elle imprégnait de nombreuses mentalités à l'époque, en particulier à l'extrême-gauche. Pour la fédération librement consentie avec les autres entités souveraines qui constituaient la nation, on verrait plus tard ; l'heure était à l'urgence.

« Opérant (...) la défaite de l'ennemi » : lorsque le mot de Commune apparut en septembre 1870, il s'agissait avant tout de s'unir pour assurer la défense de Paris au cas où le gouvernement serait contraint de quitter la capitale. Même après la fin de la guerre, le projet patriotique est toujours demeuré central, même s'il y eut rapidement focalisation des haines des communards les versaillais<sup>1</sup> aux côtés, puis sans doute au détriment du Prussien. C'était qu'il s'agissait non seulement de sauver le pays de l'invasion étrangère mais aussi, et les deux choses n'étaient pas forcément très distinctes, de sauver la République, menacée par la Prusse et peut-être par des traîtres royalistes dans l'armée et ailleurs (par l'Assemblée traîtresse, dit-on à partir de février), un peu comme à Valmy on avait défendu la patrie et la République contre les Rois et les émigrés : le projet républicain était une autre dimension essentielle de la Commune.

« Révolutionnairement » : l'adverbe est une référence à 1792, à la première République, non pas à une révolution sociale comme on aurait tendance à l'interpréter aujourd'hui. Le socialisme était une utopie, un rêve que les communards n'ont nullement cherché à concrétiser *hic et nunc* : jamais il n'a été question de changer les rapports de production, de mettre quoi que ce soit en commun dans Paris assiégée en 1871. Par ailleurs, nous le verrons, la Commune n'a pas été spécifiquement anti-bourgeoise ; enfin ce ne fut pas un soulèvement ouvrier, des prolétaires au sens de Marx, mais de toute la blouse parisienne, y compris les employés, les artisans, les petits commerçants, les petits patrons. On était toujours dans le cadre d'anciennes représentations mentales où les "petits" s'opposaient aux "gros", la "blouse" à l'"habit", etc. Bien entendu, concrètement les participants à la Commune furent en majorité des ouvriers (84% des communards arrêtés lors de la répression étaient des ouvriers salariés) ; mais c'était essentiellement l'ancienne "aristocratie ouvrière" des ateliers des grandes villes, un monde proche de son déclin, qui n'avait pas grand-chose à voir avec le monde en voie d'émergence des prolétaires de la grande industrie, lequel avait commencé à se manifester avec les grèves de 1869-1870. (du reste, ni Le Creusot ni La Ricamarie ne montrèrent le moindre signe de solidarité avec les

---

<sup>1</sup> Je ne mets pas de majuscule car il s'agit de la désignation traditionnelle d'un camp politique, lequel recrutait dans toute la France.

communards ; les rares signes de cet ordre vinrent des agglomérations industrielles anciennes et traditionnelles comme Lyon). Bref, les communards appartenaient au monde des canuts, pas à celui de Germinal.

N'y avait-il vraiment aucun projet social et révolutionnaire (au sens commun de ce mot au XXe siècle) dans la Commune ? C'est peut-être pousser un peu loin le paradoxe ; les proudhoniens étaient des socialistes, et quand ils pensaient à une commune autonome ils pensaient aussi, à terme au moins, à d'autres rapports de production, à la mise en commun de la propriété, même s'ils n'eurent guère le temps de s'y atteler ; les blanquistes aussi étaient des socialistes, en tout cas ils en étaient persuadés ; vers 1870 les néo-jacobins et autres républicains d'extrême-gauche étaient tous fort pénétrés d'idées socialistes. Mais cette dimension sociale n'était pas centrale lorsque la Commune apparut, en septembre. Au mois de mars suivant, les circonstances poussèrent les plus modérés dans les bras des plus radicaux, et tous les discours tendirent à se confondre : on eut une Révolution qui était celle de Paris mais où se jouait le destin de la France, du "peuple" ou de la classe ouvrière, ou des trois, selon les acteurs ; un projet à la fois nationaliste, républicain, jacobin, socialiste (proudhonien ou non)... et surtout fort confus ; et puis quelques velléités de législation sociale, nous le verrons. Le paradoxe, c'est que cette dimension sociale de la Commune est, avec la défense de la République contre la réaction, la seule qui fasse le lien avec les gauches du XXe siècle.

C'était que dans l'extrême-gauche parisienne on trouvait des républicains jacobins, des blanquistes à la croisée de l'idée révolutionnaire et du socialisme, des proudhoniens, des fouriéristes, des disciples de Louis Blanc, des internationalistes (pacifistes en principe, souvent marqués par l'influence de Blanqui en réalité), quelques lecteurs (proudhoniens) de l'anarchiste russe Bakounine, etc... Mais il ne faut pas imaginer des courants strictement définis et autonomes les uns par rapport aux autres ; plutôt un "air du temps", un bouquet d'idées à la mode qui influençaient, en proportions variables, les mêmes personnes. Attention à toutes ces classifications politiques sous forme de courants ; ne perdez jamais de vue que seuls quelques théoriciens sont cohérents dans leurs idées (et encore) ; les hommes ordinaires, eux, sont en général changeants et contradictoires, et ils ont rarement conscience de leurs contradictions. Ainsi, parmi les communards il y avait quelques révolutionnaires de principe (blanquistes), mais aussi beaucoup de gens qui, en fait, se seraient contentés d'un régime progressiste, et se trouvèrent acculés à la révolution par les provocations du gouvernement et de l'Assemblée ; cela dit, ils entrèrent d'autant plus facilement dans le processus révolutionnaire que tout le monde parlait de révolution dans ces milieux, même si pour beaucoup cela n'était qu'un discours, une logomachie.

Le gouvernement refusa d'organiser des élections au niveau municipal, malgré des tensions avec le Comité central : début octobre, des bataillons de la

garde nationale manifestèrent devant l'Hôtel de Ville et traitèrent les ministres de "capitulards" et de "traîtres". D'autres incidents graves eurent lieu fin octobre : des ministres furent un moment prisonniers de la foule ; mais la garde nationale soutint le gouvernement. Le scrutin, rendu nécessaire par le changement de régime, eut lieu par arrondissement début novembre. Il se traduisit par une victoire de la gauche belliciste ; par ailleurs, du fait de l'absence de toute représentation municipale, le seul organe commun aux Parisiens était toujours le Comité central, peu représentatif mais fort radical. De ce fait, et dans le contexte difficile du siège, les tensions continuèrent avec le gouvernement provisoire qui siégeait en plein Paris populaire, à l'Hôtel de Ville. Début janvier Blanqui proclama une fois de plus la formation d'un gouvernement révolutionnaire par voie d'affiche, mais cela n'eut pas de conséquences concrètes. Fin janvier, il y eut de sanglants combats de rue : la situation se tendait de plus en plus, mais l'extrême-gauche n'avait pas les moyens de prendre le pouvoir.<sup>1</sup>

Les choses se gâtèrent vraiment avec l'armistice, la proclamation de l'Empire allemand à Versailles, le traité de paix : autant d'humiliations qui électrisèrent une ville où les esprits étaient chauffés à blanc par le siège. Les Parisiens étaient exaspérés par les privations, par la faim endurée pour rien, même si le ravitaillement s'améliora un peu après l'armistice. Le peuple était scandalisé aussi par l'incurie de Trochu ; certains ne lui pardonnaient pas d'avoir renoncé à organiser une sortie de toute la population parisienne, qui, pensait-ils, aurait fait reculer les Prussiens ! Tels étaient les effets du mythe de la levée en masse... Plus sérieusement, les Parisiens avaient l'impression qu'on les avait tenus à l'écart de cette guerre où ils avaient tant souffert. Les élections furent une douche froide : comme Blanqui en 1848, les Parisiens refusèrent d'accepter le verdict du suffrage universel, la victoire des partisans de la paix et de la monarchie en province. Ils ressentirent un sentiment de trahison, un immense mépris à l'égard de leurs compatriotes, ces péquenots, ces vendus, ces Vendéens. Il ne restait plus qu'à "sauver l'honneur" du pays, même contre sa volonté ; c'était la mission de Paris ; seul le peuple de Paris, uni, pouvait renverser la situation, mettre fin à l'humiliation.

Enfin l'Assemblée et le gouvernement multiplièrent les provocations ; en partie par inconscience pure et simple, en partie sans doute parce qu'ils voulaient provoquer l'épreuve de force, reprendre en main la capitale une fois pour toutes – et désormais, l'armistice signé, il était possible de s'y atteler sérieusement. Le 15 février, la guerre étant terminée, le gouvernement décida que la solde de la garde nationale ne serait plus versée qu'aux indigents. Or la plupart des Parisiens théoriquement pourvus d'un emploi étaient au chômage à cause du

---

<sup>1</sup> Cette situation de dyarchie, avec pression d'un organe révolutionnaire autoproclamé sur un gouvernement à la légitimité mal assurée, annonçait (de loin) les soviets de Russie en 1905 et 1917 ; il est probable que Lénine s'en rappela lorsqu'il mit au point sa stratégie de prise du pouvoir par la prise de contrôle des soviets, même s'il avait violemment critiqué la Commune quelques années auparavant. Critiquer les idées de fond et la stratégie globale, mais comprendre ceux qu'il critiquait et s'inspirer de leur tactique : c'était typique de l'esprit de Lénine, ce génie de l'action politique

siège ! On accusa le gouvernement de vouloir affamer Paris pour la réduire. Début mars, les autorités mirent fin au moratoire proclamé en septembre sur les loyers, les dettes et les effets de commerce : alors que les Parisiens ne touchaient plus leur solde, ils devaient rembourser les arriérés de loyers accumulés depuis cinq mois. Or il y avait à Paris neuf locataires pour un propriétaire... La petite bourgeoisie, notamment les commerçants qui avaient beaucoup fait crédit, souffrit encore plus que les ouvriers de cette mesure. Toujours début mars, l'Assemblée de Bordeaux, méfiante et craignant les débordements de la foule parisienne, décida de s'installer à Versailles.

C'était la provocation suprême : Versailles est la ville des rois ! Paris était une ville en quarantaine ; mais une ville qui avait conservé ses armes, notamment les canons de la garde nationale : payés par souscription populaire, donc propriété de la population, ils étaient installés sur les collines de Paris, c'est-à-dire dans les quartiers populaires ; ils étaient tournés vers l'extérieur, vers les Prussiens, mais il n'y avait rien de plus facile que de les tourner vers le centre-ville, vers l'Hôtel de Ville. Dans la première moitié du mois de mars, l'anarchie gagna certains quartiers, d'où les troupes cantonnées furent expulsées. Parallèlement, début mars, la garde nationale élut une "fédération" qui se donna pour but de se maintenir en armes, afin de « donner l'exemple » et de « maintenir par tous les moyens la République, qui est au-dessus du suffrage universel » ; ainsi qu'un autre Comité central. C'était l'apparition d'un véritable gouvernement parallèle, strictement parisien, et d'une vraie armée parisienne (les "fédérés", c'est-à-dire les membres de la Fédération de la Garde nationale).

Le 18 mars, Thiers décida l'épreuve de force, sans apprécier clairement la situation : il avait passé l'essentiel des dernières semaines à Bordeaux où siégeait l'Assemblée, et à Versailles où l'on négociait avec Bismarck. Il donna l'ordre à l'armée de reprendre de force les canons de la garde nationale, et d'occuper les hauteurs de la ville. À Belleville, à Montmartre, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement les troupes fraternisèrent avec la population, se mutinèrent (deux généraux furent exécutés sommairement) ; soldats et Parisiens mêlés commencèrent à édifier des barricades. Sur le soir, les insurgés atteignirent les alentours de l'Hôtel de Ville. Thiers, affolé, décida à son tour de quitter Paris pour Versailles avec le gouvernement, alors que tout n'était pas encore joué, et même d'abandonner les forts ; peut-être avait-il déjà décidé qu'il fallait écraser les Parisiens de l'extérieur. C'était le début de la Commune.

### C) L'œuvre et l'action de la Commune.

Le peuple parisien avait pris le pouvoir par surprise : l'émeute n'avait pas été organisée, les syndicats et l'Internationale n'y avaient joué aucun rôle, non plus que Blanqui, lequel avait été arrêté en province pour sa participation aux émeutes de janvier... le 17 mars ! Cette malchance insigne lui sauva la vie après la Semaine sanglante. Dans un premier temps, il n'y eut pas d'autorité reconnue : le Comité central des XX arrondissements se rallia aux autorités de la garde nationale, mais surtout de multiples comités apparurent un peu partout, sans que leurs pouvoirs fussent clairement définis ni délimités. Ce désordre explique sans

doute l'erreur majeure des communards : ils n'essayèrent pas de marcher sur Versailles dans les premiers jours, alors que le gouvernement et l'Assemblée n'étaient protégés que par quelques milliers de soldats. Ce fut début avril seulement qu'ils décidèrent de faire une sortie, mais Rossel, jeune officier qui s'était mis au service de la Commune par idéalisme, se révéla incapable de mobiliser des troupes importantes et d'imposer une discipline : ce fut un échec et il n'y eut pas d'autre tentative. Jamais les communards ne dépassèrent les fortifications<sup>1</sup>, à part quelques incursions tardives en banlieue proche (entre les fortifications et les forts indispensables à la défense de la ville, situés environ cinq cent mètres plus loin). Au lieu de cela, ils préférèrent organiser des élections : c'était que les différents comités, et notamment le Comité central, n'avaient aucune légitimité, et que les partisans de la "légitimité insurrectionnelle" d'un petit groupe révolutionnaire (les blanquistes, en gros) étaient minoritaires. On voit que la culture démocratique avait profondément pénétré l'extrême-gauche, malgré sa logomachie révolutionnaire.

Ces élections au conseil de la Commune eurent lieu fin mars ; la plus grande confusion régna durant la campagne et le taux d'abstention fut très élevé (52%). Une partie des Parisiens avaient quitté la ville, par peur des insurgés ou tout simplement parce que la situation économique menaçait de s'aggraver à nouveau ; d'autres s'abstinrent car aucune liste ne correspondait à leur sensibilité, ou par indifférence aux événements. Il y avait quatre-vingt-douze sièges à pourvoir, mais en fait soixante-deux seulement furent pourvus à cause des doubles élections (on pouvait de présenter dans plusieurs circonscriptions), des démissions (dix-neuf modérés refusèrent de siéger) et aussi parce que certains des élus étaient en prison, comme Blanqui. Parmi les élus on comptait neuf blanquistes affichés, quarante membres de l'Internationale dont un seul se proclamait marxiste (l'immigré juif hongrois Léo Frankel, 1844-1896), vingt francs-maçons, quelques anciens quarante-huitards, seulement quatorze anciens membres du Comité central. D'un point de vue social, il y avait trente-trois ouvriers, cinq patrons-artisans, quatorze employés, douze journalistes (dont Jules Vallès, 1832-1885) et un peintre, Gustave Courbet (1819-1877)<sup>2</sup>.

Beaucoup d'intellectuels donc, qui parlaient fort et long ; mais aucune figure d'autorité n'émergeait de l'ensemble — les choses auraient sans doute été très différentes si Blanqui avait été là, car il en imposait même à ceux qui

---

<sup>1</sup> Paris était fortifiée : c'était Thiers qui avait lancé, dans les années 1840, les travaux d'une nouvelle enceinte, à l'emplacement de l'actuel périphérique. Entre les "fortifs" et la ville proprement dite, une zone d'emprise militaire demeurait inconstructible : c'était le lieu des trafics les plus douteux et de la prostitution la plus glauque, plus quelques ébauches de bidonvilles — bref, "la zone", ou "zonaient" les "zonards".

<sup>2</sup> Vous pouvez aussi retenir les noms de l'ouvrier relieur Eugène Varlin (1839-1871), secrétaire de la section française de l'Internationale, fusillé par les versaillais ; de Louis Charles Delescluzes (1809-1871), ancien des barricades de 1830 et de 1848, membre très jacobin de la Commune, mort sur une barricade pendant la Semaine sanglante ; d'Édouard Vaillant (1840-1915) dont je reparlerai ; du futur géographe Élisée Reclus (1830-1905) ; enfin, celui de Zéphyrin Camélinat (1840-1932), membre de la première Internationale, qui joua un rôle dans le mouvement ouvrier français jusque dans les années 1920 (il fut député de 1885 à 1889, actionnaire majoritaire de *L'humanité*, le journal de Jaurès ; au congrès de Tours, en 1920, ce symbole vivant choisit d'adhérer au Parti communiste naissant et entraîna son journal avec lui).

ne partageaient pas ses idées. La confusion politique continua jusqu'au bout de cette brève période (le conseil de la Commune ne siégea que cinquante-quatre jours). Ainsi début mai les blanquistes tentèrent d'organiser un Comité de Salut public, mais cette initiative fut pas acceptée par les autres et n'aboutit qu'à la paralysie du Conseil, dont les différentes factions s'exclurent mutuellement des sessions... Ce qui laissait les Parisiens de plus en plus glabres : aux élections complémentaires convoquées à la mi-avril pour pourvoir aux sièges vacants, il y eut tout juste 10% de participation. Une partie du peuple parisien accueillit les versaillais avec soulagement et même satisfaction...

Après quelques tentatives infructueuses de négociation où les communards demandèrent à Versailles de "reconnaître" la Commune, s'engageant en échange à reconnaître le gouvernement de Thiers (!!!), Paris rompit avec le gouvernement de la France et l'Assemblée et se constitua en une entité plus ou moins autonome. Les communards n'ont jamais été très clairs sur le statut qu'ils accordaient à leur Commune. Était-ce une cité indépendante, une "République" à l'antique<sup>1</sup> ? Une "communauté" d'esprit et d'action, indifférente au sort du reste du monde sinon par l'exemple qu'elle lui donnait à suivre, quelque chose comme un grand phalanstère ? Ou bien, plus dans l'esprit de Proudhon, une municipalité autonome appelée à devenir l'une des "cellules" constitutives d'une société fondée sur un "pacte" passé entre des "communautés" dont chacune aurait récupéré, selon l'expression du Comité central, « le droit imprescriptible de toute communauté à s'administrer elle-même » ? La sensibilité proudhonienne était très hostile au pouvoir central et à l'État, à la limite de l'anarchisme. Elle ne concevait la nation que comme l'alliance d'un certain nombre d'entités autonomes, de communautés libres ; l'une de ses références était la fête de la Fédération, le 14 juillet 1790 (voyez au chapitre 4). Dans les textes du Comité central, ces "communes" ou "communautés" étaient parfois définies non comme des entités géographiques, mais comme des "communautés de métiers" ; ce qui était très proudhonien aussi.

Ce qui était clair en revanche, c'était que **Paris**, la ville des « dignes prolétaires » (comme avait écrit Littré en 1848), voulait donner l'exemple au pays (et à l'Europe) : l'exemple du patriotisme, l'exemple d'une République authentique (dont les communards se percevaient désormais comme les derniers défenseurs, et à laquelle ils voulaient donner un nouveau contenu démocratique et social) ; l'exemple du "communalisme" enfin, si vague fût ce concept. En revanche Paris ne voulait pas prendre le pouvoir au nom de toute la France, lui imposer une dictature, y généraliser la révolution ; la Commune n'était pas le gouvernement révolutionnaire de la France. Les communards ne prétendaient agir qu'au nom des Parisiens, à part une minorité de néo-robespierristes partisans de la doctrine du salut public. Le refus d'effectuer une sortie dans les premiers jours était significatif : il ne s'expliquait pas que par la

---

<sup>1</sup> Le Conseil nomma une commission des Affaires étrangères, ce qui montre que la Commune se considérait, dans une certaine mesure, comme un embryon d'État.

désorganisation et par l'absence d'une autorité qui eût ordonné et mené l'offensive, mais aussi par le fait que les insurgés ne pensaient que dans le cadre de Paris (même pas dans celui de l'agglomération... sans parler de la France ou du monde !). En même temps, de Paris exemplaire, laboratoire de l'avenir, à Paris dirigeant la France, éventuellement par la force, le passage était facile ; peut-être les communards l'aurait-ils effectué s'ils avaient eu les moyens d'agir au-delà des fortifications, si l'autorité de Blanqui avait pu s'imposer... Tout cela était très confus, et l'échec de la Commune s'explique largement par cette absence totale d'objectifs clairs, de plan d'action pour l'établissement de la société future (quelle qu'elle fût), de réflexion quant à la stratégie à suivre, ici et maintenant, face au pouvoir qui siégeait à Versailles : pouvoir dont l'existence était tristement indéniable et dont l'action se faisait sentir tout à fait concrètement.

La Commune fut une révolution qui refusait par principe l'État, le pouvoir, les institutions, mais ne se donna pas les moyens de remplacer ceux qui existaient par autre chose, parce qu'au fond dans le petit monde de l'extrême-gauche parisienne, fort éloigné de l'action politique concrète, tout le monde se refusait à penser en termes d'exercice du pouvoir (c'eût été accepter un pouvoir, c'eût été se compromettre). C'est la contradiction de tous les anarchistes, de tous les libertaires : de ce fait, ils oscillent généralement entre utopisme, retrait de la société, et théorie de la destruction pure ; ils ne quittent leur existence groupusculaire et sectaire que lorsque les circonstances aboutissent à l'effondrement des pouvoirs (les communards, Makhno en Ukraine en 1918, les anarchistes catalans en 1936), mais cela ne dure jamais bien longtemps : dès qu'un pouvoir réapparaît, il les écrase. Vers 1905, réfléchissant sur la Commune, Lénine en tira la leçon que le problème essentiel était la conquête du pouvoir et son exercice face à la résistance de la bourgeoisie ; ce faisant, il tomba dans d'autres contradictions, celles qu'amenait l'emploi de moyens diamétralement opposés à la fin recherchée : il bâtit un État nouveau, un pouvoir puissant qui oublia très vite d'être révolutionnaire pour devenir une dictature au service du petit groupe qui avait pris le pouvoir.

Les communards parvinrent quand même à proclamer un certain nombre de mesures, incohérentes et décevantes y compris pour eux-mêmes, et rarement suivies d'effets. Après les élections, la tâche fut confiée à neuf commissions qui s'occupaient chacune d'un thème précis ; elles étaient coiffées par une Commission exécutive, dépourvue de chef. Le système fonctionna très mal, entre autres à cause de tensions avec les Comités d'arrondissements.

Il y eut quelques mesures dictatoriales, dictées par l'urgence. La Commune instaura le service militaire obligatoire dans la garde nationale (en fait, il y eut de très nombreux réfractaires). Elle limita la liberté de presse, interdisant notamment les journaux bonapartistes comme le *Temps*, le *Figaro*, le *Gaulois* et le *Journal des débats* qui servait d'organe officiel du gouvernement. Mais une grande partie de la presse subsista et d'autres journaux naquirent,

certains excellents et qui furent très lus : le principal fut le *Cri du peuple* de Jules Vallès, qui tira jusqu'à cinquante mille exemplaires. Surtout, la Commune décréta l'arrestation d'un certain nombre d'otages et par un décret d'avril (le décret sur les otages), l'on décida que pour tout communard exécuté par les versaillais, trois otages seraient fusillés. C'était le type même de la provocation inutile, de la maladresse absolue, d'autant plus que les communards n'osèrent pas l'appliquer. Parmi ces otages figuraient le président de la cour de Cassation; des gendarmes, des moines et Mgr Darboy, l'archevêque de Paris.

C'était que l'anticléricisme était très profond parmi les communards. La Commune proclama la séparation de l'Église et de l'État, et aussi la laïcité et la gratuité de l'enseignement (ce dernier objectif était commun à toute la gauche, et même, nous l'avons vu, à Duruy, ministre de l'Empire). On confisqua les biens des congrégations, toute une série d'églises et de couvents furent fermés ; on en fit des clubs, comme en 1792. La mémoire de la grande Révolution était très forte dans ce Paris insurgé : il y avait encore des descendants des sans-culottes, descendants physiques comme les petits-enfants de Barrère, membre du Comité de Salut public, ou descendants spirituels autoproclamés comme les blanquistes. Dans les années 1860, la propagande blanquiste, qui s'appuyait sur toute une logomachie robespierrienne, avait œuvré en profondeur, on avait beaucoup réédité les écrits de Saint-Just, de Robespierre et de Marat... Les communards multiplièrent les célébrations anniversaires, le calendrier révolutionnaire réapparut ; le style oratoire en usage à l'Hôtel de Ville fait penser souvent à un décalque, à une parodie des orateurs révolutionnaires.

En revanche la Commune ne prit que peu de mesures sociales, plus évidemment par manque de moyens que par manque d'envie, mais aussi parce qu'au fond son projet était plus politique que social (il était surtout très confus, mais le rêve d'un changement de régime y occupait plus de place que celui d'un progrès social dans le cadre de l'ordre existant : l'anti-juin 1936, en somme!). Certaines cependant de ces quelques mesures sont restées des symboles, quelque chose comme un premier "programme socialiste" pour les plus enthousiastes des historiens de la Commune. On peut se demander d'ailleurs si elles n'étaient pas symboliques depuis le début : la Commune, comme tous ces accès de fièvre sociale à la fois radicale et désespérée, se savait condamnée, elle savait qu'elle n'avait pas les moyens de faire appliquer ces mesures... Il y eut remise générale des dettes, annulation des loyers dus pour les mois d'octobre à avril, restitution des objets mis au mont-de-piété, réquisition de logements vacants ; certaines usines abandonnées par leurs patrons furent transformées en coopératives ouvrières (en tout cas, il y eut un décret en ce sens). La Commune créa dans tous les arrondissements des "bourses du travail" (privées) pour placer les ouvriers au chômage. Surtout, premières vraies mesures sociales concrètes, la Commune décréta l'abolition du travail de nuit des ouvriers boulangers, et elle interdit aux patrons de grever le salaire de leurs employés par des amendes.

---

<sup>1</sup> Voyez au chapitre 12.

Par ailleurs, la Commune proclama l'abolition des armées permanentes : elles devaient céder la place à des milices populaires. Il s'agissait de s'ôter les moyens d'attaquer les peuples étrangers, tout en assurant la défense du territoire en cas d'agression, un vieux rêve qui fut aussi celui de Jaurès une génération plus tard, et auquel les guerres mondiales ont mis fin ; il s'agissait aussi de se débarrasser des officiers royalistes et de faire de l'armée une école de fraternité républicaine (les officiers seraient élus). Plus symboliquement, le jardin des Tuileries fut ouvert au public et l'on démolit la colonne Vendôme, symbole bonapartiste abhorré. En revanche la Commune ne toucha pas à la Banque de France, ancre de la bourgeoisie française, où il y avait pourtant de l'or (plus beaucoup après huit mois de guerre) : elle consentit les avances qu'on lui demandait, et les communards craignaient l'anarchie monétaire. La Banque de France continua à fonctionner, depuis Paris, pour toute la France ; ce qui montre bien les limites du caractère "révolutionnaire" de la Commune — les bolcheviks, eux, prirent d'assaut la banque centrale de Russie avec des chars ! De même, jamais le courrier ne cessa complètement de circuler entre Paris et la province.

Les syndicats se multiplièrent, et il apparut à leur tête une Chambre syndicale ; on vit aussi se multiplier les "unions féminines", grâce à l'action de l'une des figures les plus marquantes de la Commune, Louise Michel<sup>1</sup>. On s'occupa beaucoup de l'instruction des femmes (par des cours du soir, etc.). Courbet mena une action courageuse en faveur d'une démocratisation de l'art (concerts gratuits, etc.). Par tous ces aspects, la Commune annonçait des conquêtes postérieures. Il faut aussi évoquer l'atmosphère de libération qui régnait dans les clubs, dans les cafés, dans la rue... Atmosphère nouvelle après le second Empire, et que l'on ne retrouva que dans les années 1900 (et encore).

#### D) La Semaine sanglante.

« Nos tyrans d'aujourd'hui entrent d'une autre sorte,  
La ville qui les void a visage de morte.

---

<sup>1</sup> Louise Michel (1830-1905) était fille d'un châtelain et de sa servante ; institutrice, elle avait refusé de prêter serment au second Empire et enseignait dans un cours privé parisien à la chute du régime. Durant la Commune, elle fut ambulancière et anima un "club de la Révolution", très préoccupé de questions d'éducation et de pédagogie. Déportée en Nouvelle-Calédonie après la Semaine sanglante, elle s'occupa de l'instruction des indigènes et soutint leur révolte contre l'autorité coloniale (voyez au chapitre 9). Dans les années 1880 et 1890, elle fut proche des anarchistes ; elle multiplia notamment les romans "populistes", totalement illisibles aujourd'hui.

« Elle aime le Pauvre âpre et franc  
Ou timide; elle est la faucille  
Dans le blé mûr pour le pain blanc  
Du Pauvre, et la sainte Cécile,  
Et la Muse rauque et gracile  
Du Pauvre, et son ange gardien  
À ce simple, à cet indocile,  
Louise Michel est très bien.

Gouvernements de malthalent,  
Mégathérium ou bacille,  
Soldat brut, robin insolent,  
Ou quelque compromis fragile,  
Géant de boue aux pieds d'argile,  
Tout cela, son courroux chrétien  
L'écrase d'un mépris agile,  
Louise Michel est très bien ».

(Verlaine, *Amour* — la ballade dont ces vers de mirliton sont extraits date de 1886. Tout Lélian n'est pas génial !).

Quand son prince la foule, il la void de tels yeux  
Que Neron voyoit Romm'en l'esclat de ses feux ;  
Quand le tyran s'esgaye en la ville où il entre,  
La ville est un corps mort, il passe sur son ventre,  
Et ce n'est plus du laict qu'elle prodigue en l'air,  
C'est du sang pour parler comme peuvent parler  
Les corps qu'on trouve morts : portez à la justice,  
On les met en la place, afin que ce corps puisse  
Rencontrer son meurtrier ; le meurtrier inconu  
Contre qui le corps saigne est coupable tenu ».

Agrippa d'Aubigné, *Les Tragiques* (poème paru en 1616).

Thiers refusa tout compromis avec la Commune : il se considérait investi d'une légitimité populaire bien supérieure, car il avait été choisi par une Chambre élue par tous les Français ; il ne voulait pas que Paris échappât au sort commun, ce qui eût constitué un précédent dangereux pour l'unité nationale — pas question d'autonomies locales ou régionales dans la France jacobine, héritière de la monarchie absolue et de la centralisation napoléonienne, et encore moins en temps d'urgence. En avril il fit voter par l'assemblée de Versailles une loi municipale très centralisatrice, qui ne prévoyait pas d'organe municipal central pour Paris. Plus cyniquement, il tenait une occasion unique d'écraser l'extrême-gauche, et il était bien décidé à l'utiliser.

Jamais la province ne montra aucune solidarité avec les insurgés parisiens, excepté Lyon et Marseille où éclatèrent quelques troubles sans lendemain (attention : l'importance de ces "Communes de province" a été incroyablement exagérée par certains historiens du XXe siècle); et aussi les villes d'Algérie (voyez au chapitre 9). Il faut dire que le gouvernement républicain avait donné à Lyon et à Marseille ce qu'il avait refusé à Paris, des municipalités centrales élues.

Courant mai, les versaillais isolèrent complètement les Parisiens en reprenant le contrôle des quelques zones de banlieue proche tombées aux mains des communards. Le 21 mai, les troupes gouvernementales, commandées entre autres par les généraux Gallifet et Mac-Mahon, entrèrent dans Paris par les XVe et XVIe arrondissements, les plus proches de Versailles (les premières nouvelles de l'attaque parvinrent de la poterne des Peupliers). Elles reprirent d'abord sans problème l'ouest de la ville et, le 24 mai, l'Hôtel de Ville. Il fallut cinq jours aux versaillais pour reconquérir l'est (du 24 au 28 mai) ; les dernières poches de résistance tombèrent le 28 au soir aux Buttes-Chaumont, rue de la Fontaine au Roi dans le XIe arrondissement, et au cimetière du Père Lachaise (les derniers résistants furent fusillés dos à l'un des murs d'enceinte du cimetière, celui que l'on appelle depuis le mur des Fédérés).

L'affaire eût pu être réglée bien plus vite : les forces en présence étaient extrêmement disproportionnées (cent quarante mille versaillais contre vingt mille communards en armes). La lenteur de la reconquête était en partie voulue : il fallait prendre le temps de "nettoyer" définitivement Paris. *Le Figaro*, qui

paraissait toujours en province, écrivait explicitement : « il faut purger Paris. Jamais pareille occasion ne se représentera. Il faut en finir avec la vermine démocrate et sociale ». Mais cette lenteur était due aussi à la résistance acharnée des communards, qui n'avaient plus rien à perdre : il y eut de très durs combats de rue, des barricades partout, des corps à corps ; les communards se retranchèrent dans les égouts, dans les carrières, dans les jardins ouvriers des quartiers périphériques. Des groupes d'insurgés incontrôlés exécutèrent quatre-vingt des otages, dont Mgr Darboy et une dizaine de prêtres ; les dominicains du couvent d'Arcueil (dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement je crois) furent massacrés par une tourbe en furie. En se retirant, les communards mirent le feu aux Tuileries<sup>1</sup>, à une partie du Louvre, à la Cour des Comptes (sur la rive gauche à l'époque, là où s'élève aujourd'hui le musée d'Orsay), à l'Hôtel de Ville<sup>2</sup>. Notre-Dame fut sauvée par les artistes. Ce fut la naissance du mythe de la "pétroleuse", l'incendiaire fanatique, la révolutionnaire nihiliste, figure absolue de la barbarie de la populace dans les décennies suivantes<sup>3</sup>.

L'armée ne perdit que mille cinquante hommes, disparus compris ; il y eut entre vingt et vingt-cinq mille morts dans les rangs des communards, soit plus que de combattants réels. Après les combats les versaillais multiplièrent les exécutions sommaires (il y en eut quinze mille au bas mot) : on liquida de simples suspects, souvent arrêtés sur dénonciation ; ceux qui avaient l'air d'avoir de la poudre sur les mains, ceux qui avaient des chaussures d'allure militaire, voire des barbues (l'extrême-gauche portait volontiers la barbe). Cela peut s'expliquer par la brutalité des mœurs militaires de l'époque (les troupes venaient des colonies, où on ne faisait pas de détail ; elles étaient formées de jeunes paysans qui n'avaient rien en commun avec les Parisiens et que la violence de leur résistance avait terrorisés) ; mais aussi par des ordres donnés implicitement ou explicitement (par Thiers ou par les officiers présents sur le front, qui étaient tous des bonapartistes ou des royalistes?) ; bref, par une volonté de liquider la "populace" parisienne. Le massacre continua pendant plus d'une semaine après la fin des combats et ne s'arrêta que lorsque les épidémies commencèrent à menacer. En revanche, il est frappant de constater que les versaillais massacrèrent essentiellement des exécutants : 80% des membres du Conseil de la Commune parvinrent à s'enfuir, et lorsqu'on mit la main sur certains d'entre eux l'orgie répressive avait cessé. Outre les exécutions sommaires, trente-cinq mille personnes furent arrêtées : quatre-vingt onze furent condamnées à mort, dont Rossel. Dix mille communards furent déportés, la majorité en Algérie ; trois mille cinq cents le furent en Nouvelle-Calédonie, dont

---

<sup>1</sup> Les ruines demeurèrent en l'état une quinzaine d'années, pour l'édification du bon peuple quant à la barbarie communarde. On finit par les raser à la veille de l'exposition universelle de 1889, après moult hésitations, car elles auraient fait désordre aux yeux des touristes — c'est alors seulement que la cour carrée du Louvre s'ouvrit sur la perspective des Champs-Élysées et de l'Arc de Triomphe de l'Étoile.

<sup>2</sup> En revanche, il fut reconstruit à l'identique — pourtant ce n'était plus l'édifice historique, mais un pastiche datant de la monarchie de Juillet.

<sup>3</sup> Ce mythe eut son envers : à l'extrême-gauche, on a fantasmé sur les "belles dames" faisant le tour des prisons pour crever de leur ombrelle les yeux des communards.

Louise Michel : certains de leurs descendants y vivent encore. Les historiens de gauche soulignent que le quart de la population ouvrière parisienne fut victime de la répression à un degré ou à un autre (mais la répression était loin de ne toucher que les ouvriers).

Cette répression sauvage s'accompagna d'un véritable déchaînement de haine contre la Commune et le peuple parisien dans le discours politique, la presse, la littérature, y compris chez des hommes classés à gauche comme Zola, qui écrivit que « le bain de sang était d'une horrible nécessité ». L'essayiste Paul de Saint-Victor parlait de Paris « devenue l'égout collecteur de la lie et de l'écume des deux mondes » et où une « vapeur d'alcool flottait sur l'effervescence de la plèbe »<sup>1</sup>. Théophile Gautier traita les communards de « bêtes fauves, puantes, venimeuses »: un vocabulaire où perçait quelque chose comme une haine raciale. Les communards le rendaient bien à Thiers. Seul Victor Hugo, toujours sensible à la souffrance et à l'injustice, ne s'associa pas à cette furie. Touché par ailleurs par un deuil personnel (la mort de son fils Charles, en mars), il avait déjà démissionné de son mandat à l'Assemblée de Versailles ; il reprit le chemin de Guernesey, où il se fit une gloire d'accueillir des proscrits. Quant à Flaubert, peu favorable à la Commune dont il faisait « la dernière manifestation du Moyen-Âge, espérons-le », il renvoyait dos à dos les deux camps, les jugeant aussi barbares et stupides l'un que l'autre :

« L'odeur des cadavres me dégoûte moins que les miasmes d'égoïsme s'exhalant par toutes les bouches. La vue des ruines n'est rien auprès de l'immense bêtise parisienne. À de très rares exceptions près, tout le monde m'a paru bon à lier. Une moitié de la population a envie d'étrangler l'autre, qui lui porte le même intérêt. Cela se lit clairement dans les yeux des passants ».

L'Église fit célébrer une messe à Versailles, pour rendre grâce à Dieu de la défaite des "partageux".

La Commune a emporté avec elle la vieille extrême-gauche française du XIXe siècle et la tradition des journées révolutionnaires parisiennes. Le mouvement socialiste disparut pour une décennie, jusqu'à l'amnistie de 1880 ; mais le socialisme qui réapparut alors était très différent, d'inspiration beaucoup plus allemande, marxiste notamment – à l'exception du mouvement social, qui cependant s'organisa sous des formes très différentes et un rien plus efficaces, les syndicats. La fin sanglante de la Commune entraîna une rupture durable entre le petit peuple de gauche et une République en laquelle il ne pouvait pas croire puisqu'elle l'avait écrasé, « l'exil du mouvement ouvrier dans la démocratie française » selon la formule de F. Furet. En ce sens, les événements de 1871 ont provoqué un affaiblissement durable du mouvement ouvrier français : divisé, tenté par tous les radicalismes, il a eu beaucoup de mal

---

<sup>1</sup> L'un des thèmes favoris d'un certain discours moralisateur de l'époque était le lien entre l'alcool et les violences sociales : l'alcoolique était un dégénéré et un asocial, rien d'étonnant donc à ce qu'il eût des comportements "barbares". Sur ce thème, voyez D. Nourrisson : *Le buveur du XIXe siècle*.

à investir le cadre politique républicain et démocratique légué par Thiers ; une partie s'est trop longtemps perdue dans les marigots sans avenir du "grand soir" anarcho-syndicaliste ou de la "révolution" léniniste. Nous verrons que ce schéma est à nuancer selon les époques ; mais il reste juste dans l'ensemble, surtout si l'on compare la France au Royaume-Uni, un pays où la gauche socialiste s'est toujours placée sans équivoque dans le cadre de la vie politique démocratique, et qui s'est ainsi évité bien des convulsions politiques.

En effet, il faut bien souligner que ce n'est pas une monarchie qui a écrasé la Commune, mais une république (même si elle était alors largement aux mains des royalistes) ; et ce fut paradoxalement la chance de ce régime, désormais identifié à l'ordre social et clairement distingué de la révolution. Thiers a en quelque sorte accompli dans le sang le programme que Ferry exposait dans le fameux article de 1865 : en levant l'hypothèque de la Terreur, il ôta leur argument principal aux conservateurs. C'est bien l'échec de la Commune, la liquidation (provisoire) de la tradition révolutionnaire française, qui a permis l'établissement d'une république socialement conservatrice, et donc acceptable par la majorité, qui en France n'a jamais été révolutionnaire. Et c'est cette République qui a terminé l'œuvre de la révolution de 1789 et de ses répliques du XIXe siècle : c'est elle qui a fait de la France un pays où les principes de 1789 sont acceptés et respectés par le plus grand nombre, et forment la base des institutions. C'est aussi la IIIe République qui, peu à peu, a fait entrer dans les faits la plupart des réformes que la Commune avait proclamées, sans avoir les moyens de les appliquer : conservatrice sur l'essentiel (les structures sociales, la propriété), elle a aussi été réformatrice sur ce que les Français acceptaient de réformer (l'enseignement, le statut de l'Église, plus tard le sort des ouvriers) ; elle a su évoluer jusqu'à accepter d'être dirigée par un socialiste, en 1936.

En même temps, notre République ne s'est jamais tout à fait lavée de la tache originelle de 1871 : l'écrasement de la Commune, le massacre du peuple de Paris qui ne faisait que protester contre l'injustice de son sort et les provocations de Thiers, c'était la négation de tous les principes au nom desquels la République prétendait se construire. Comme la tache de sang sur la clef de Barbe-Bleue qui réapparaissait d'un côté lorsqu'on essayait de l'effacer de l'autre, la Commune a hanté notre démocratie : elle n'a cessé d'être évoquée comme un reproche au moment des grandes grèves de 1906-1909, du Front populaire, de mai 1968. Si cet épisode exotique, ce cul-de-sac de l'Histoire politique du XIXe siècle doit encore avoir une signification en ce début du XXIe siècle où la politique est devenue l'art du consensus, si l'on doit se souvenir "des morts du mois de mai", c'est pour se rappeler qu'aucun régime qui se veut démocratique n'a le droit de renier ses principes, d'étouffer dans le sang la voix des inconformes, si peu soient-ils et si peu présentables, si peu "raisonnables" ; que si la force cynique des minorités dictatoriales et/ou révolutionnaires est odieuse, la force brute des majorités peut l'être tout autant – y compris lorsqu'elles ont raison. Jamais la fin, même la plus

respectable (ici, la République et la démocratie), ne justifie les moyens (ici, le cynisme de Thiers et la Semaine sanglante)<sup>1</sup>.

En mai 1871, on n'en était pas à ces réflexions : les royalistes avaient encore deux cents voix de majorité à l'Assemblée (devenue constituante après la signature du traité de paix : il n'était pas question d'organiser de nouvelles élections, et son mandat n'avait pas de terme précis). Dans ces conditions, une nouvelle restauration semblait inévitable.

### III. L'échec de la restauration (1871-1873).

#### A) Les excès de la réaction.

Nous l'avons vu, les résultats des élections de février 1871 reposaient sur une équivoque. Les Français n'étaient sans doute pas vraiment devenus républicains, mais ils n'étaient pas redevenus royalistes pour autant. Ils avaient voté sur un autre thème que la forme du régime, sur la question de la paix ou de la guerre. Or, au passage, ils avaient élu une majorité obsédée par la question de la forme du régime, une majorité de royalistes qui firent la paix, ramenèrent les Parisiens à la raison, puis, une fois tranquilles, ne pensèrent plus qu'à rétablir un monarque sur le trône. Les élus de 1871 ne comprirent pas la fragilité de leur position : ils se crurent redevenus maîtres du pays par la grâce de la Providence divine qui avait brutalement dessillé les yeux des Français après la défaite, châtiment divin des sectateurs des philosophes et des révolutionnaires (Bonaparte compris). C'étaient des légitimistes anachroniques et des orléanistes d'opposition, c'est-à-dire du genre doctrinaire et non de l'espèce pragmatique ; exilés de la vie politique nationale depuis plus de vingt ans, ils avaient perdu le sens de ce que le pays souhaitait et de ce qui était possible. S'ils avaient été un tant soit peu pragmatiques, s'ils avaient eu un rien de prudence et de psychologie, on les aurait peut-être tolérés ; après tout, ils offraient la garantie de l'ordre et du conservatisme à un pays traumatisé par la guerre, puis par la Commune (ou par l'image que les journaux de province en avait donné). Mais ils firent preuve d'une incroyable arrogance et d'un invraisemblable manque de sens politique.

Ils se firent immédiatement détester s'alliant avec la mouvance la plus réactionnaire de l'Église, une Église d'autant plus aigrie et excitée que le Pape venait de perdre ses États<sup>2</sup> et que la Commune s'était acharnée contre les prêtres et les moines, ce que d'aucuns percevaient comme les signes précurseurs

---

<sup>1</sup> Au XXe siècle, c'est autour du socialisme que se sont posées les mêmes questions de la fin et des moyens. Il est d'autant plus essentiel de souligner que ce problème est *aussi* celui de la démocratie libérale.

<sup>2</sup> C'était une conséquence de la défaite française. À la fin des années 1860, Napoléon III avait envoyé des troupes pour protéger de qui restait des États de l'Église (Rome et le Latium) ; mais en septembre 1870, dans la débâcle, il avait bien fallu retirer ces troupes, et l'Italie en avait immédiatement profité pour prendre Rome et en faire sa capitale. Jusqu'en 1929, les papes refusèrent de reconnaître la perte de leur États, se considérèrent prisonniers en leur palais du Vatican et tentèrent, sans grand succès, d'empêcher les catholiques de prendre part à la vie politique italienne.

de l'Apocalypse. Cette période de l'Histoire de France (de 1871 à 1875 à peu près, avec un revenez-y lors de la campagne de 1877) est restée sous le nom d'"Ordre moral" (l'expression a été très employée par Mac-Mahon notamment) ; sans elle, on ne peut comprendre la violence de l'anticléricalisme des républicains entre 1880 et 1910, c'est-à-dire dans la génération qui eut vingt ou trente ans sous l'Ordre moral.

L'heure était au repentir public de tous les "crimes" commis depuis la Révolution (les Français ne les considéraient pas tous comme tels). La Chambre soutenait ces initiatives, notamment sous l'influence de Mgr Dupanloup qui en était l'une des grandes figures<sup>1</sup> ; elle organisa des séances de prières publiques, par exemple pour le retour du roi ; en juin 1871, une loi mit fin à l'exil des princes capétiens<sup>2</sup>. Les députés aggravèrent les dispositions cléricales de la loi Falloux en matière d'enseignement et imposèrent de sévères restrictions aux enterrements civils : ils ne pouvaient plus avoir lieu que de nuit, comme si c'était une honte. En mai 1874, ils votèrent une nouvelle loi interdisant le travail des enfants (de moins de dix ans) et réglementant celui des femmes, dans un esprit légitimiste ; elle ne fut pas davantage appliquée que celle de 1842. Ils interdirent la Marseillaise et la commémoration du 14 juillet, prohibèrent dans les mairies les bustes de Marianne<sup>3</sup> ; le mot de République était même proscrit des actes officiels !

L'Église multipliait les "missions" en province et les processions rédemptrices, comme sous la Restauration ; les processionnaires paradaient dans les rues des villes, au bout de leurs bâtons de marche des mouchoirs blancs (la couleur du drapeau de l'Ancien Régime et des légitimistes). Les églises poussaient comme champignons après la pluie. Même la Vierge s'y mit : elle apparut deux fois à La Salette. Les pèlerinages prenaient une ampleur spectaculaire grâce aux chemins de fer, notamment ceux de Lourdes, de La Salette et de Paray-le-Monial en Bourgogne.

Ce dernier pèlerinage était typique de l'époque. C'est à Paray-le-Monial que le Sacré-Cœur du Christ était apparu à Sainte Marguerite-Marie Alacoque entre 1673 et 1689 ; autrement dit, il s'agissait à l'origine d'une dévotion liée à la contre-Réforme et à la monarchie absolue. Diffusée par les Jésuites, la dévotion au Sacré-Cœur avait été détestée des jansénistes pour son caractère très

---

<sup>1</sup> Avant 1870, Mgr Dupanloup était tenu pour moins extrémiste que d'autres, dont Veillot (voyez au chapitre 1) ; mais c'était essentiellement parce que son gallicanisme l'avait amené à prendre des contacts dans les milieux politiques. Mais l'évêque d'Orléans n'était pas un partisan du monde moderne, des principes de la révolution de 1789, et dès le début des années 1870 il se retrouva sur la défensive : en 1871 il renonça à siéger à l'Académie française parce que le républicain Littré venait d'y être élu. Seul prêtre élu à l'Assemblée en 1871 (à soixante-dix ans), puis au Sénat en 1876, il se battit jusqu'au bout contre la République naissante (il joua un rôle essentiel dans la crise du Seize mai) et mourut l'année de son triomphe. Bien après sa mort il resta une des têtes de Turc de la gauche anticléricale ; dans les années 1900, on chantait encore une chanson paillardes qui le prenait pour cible.

<sup>2</sup> Depuis 1848, il était interdit aux membres de l'ancienne famille royale de fouler le sol français.

<sup>3</sup> Marianne, l'anti-Vierge des Républicains ; voyez les ouvrages de Maurice Agulhon, *Marianne au combat* et *Marianne au pouvoir*.

extraverti, très émotionnel, à la limite parfois de la superstition ; mais elle devint très populaire, peut-être parce que justement à cause des caractères que je viens d'évoquer elle convenait bien à un catholicisme de combat. Le Sacré-Cœur avait été l'emblème des chouans ; au XIXe siècle c'était devenu une dévotion à coloration royaliste, d'autant que l'on racontait dans les milieux légitimistes que c'était à lui que Louis XVI avait demandé le salut de la France ; on évoquait une évasion miraculeuse du Temple, une prière nocturne à Notre-Dame... Enfin Marguerite-Marie Alacoque avait été béatifiée en 1864, dans la phase la plus réactionnaire du pontificat de Pie IX (voyez au chapitre 6) ; après 1870, on fit beaucoup le parallèle entre Louis captif au Temple et Pie morfondu en son Vatican (l'Ordre moral eut des velléités de lancer une expédition pour le délivrer). Jusqu'en 1945, l'hymne préféré de l'extrême-droite de filiation légitimiste commençait par ces mots : « sauvez Rome et la France au nom du Sacré-Cœur ».

Dans les années de l'Ordre moral, constituants et ministres s'affichaient à Paray-le-Monial ; lors du grand pèlerinage de juin 1873, un député légitimiste, Belcastel, consacra la France au Sacré-Cœur ; Pie IX approuva. C'est de cette époque aussi (de 1873, précisément) que date le projet de construction d'une basilique du Sacré-Cœur sur la colline de Montmartre, haut lieu de la Commune, une provocation évidemment ; elle fut élevée à partir de 1876, grâce à une souscription auprès des fidèles, mais l'Assemblée vota une loi favorisant l'expropriation des terrains, ce qui fit scandale. En 1876, Mgr Dupanloup engagea à Rome la procédure de canonisation de Jeanne d'Arc, qui ne devait aboutir qu'après la première guerre mondiale.

L'atmosphère était très lourde : le pays semblait revenu aux heures sombres de la fin du règne de Charles X. Tout cela provoquait évidemment la fureur des républicains, mais aussi celle d'une partie des orléanistes, qui étaient des conservateurs mais pas des réactionnaires : ils ne voulaient pas d'un retour à l'Ancien Régime. Le résultat de ce mécontentement fut que, dès les élections partielles organisées en juillet 1871 pour pourvoir les sièges laissés vacants par les élections multiples et les démissions (ainsi Gambetta avait démissionné à la paix), les royalistes reculèrent spectaculairement. Sur cent quatorze sièges à pourvoir, quatre-vingt-dix-neuf allèrent aux républicains ; il s'agissait d'un revers d'ampleur nationale car on avait voté dans la moitié des départements (toujours au scrutin de liste départemental). C'était que les royalistes avaient présenté beaucoup trop de nobles, mené des campagnes beaucoup trop cléricales. La paix signée, les Français ne voulaient plus de ces vieilles lunes. Mais c'était surtout que la République ne faisait plus peur, même aux orléanistes : c'était la République de Thiers, la République qui avait fait la paix et vaincu la Commune. Le consensus des conformistes, de ceux qui n'avaient pas d'intérêt particulier pour la politique, était en train d'évoluer vers le sentiment que finalement, la République était de tous les régimes celui qui faisait le moins de dégâts.

Mais les royalistes demeuraient majoritaires (d'environ cent vingt voix), et, l'Assemblée ayant été élue pour une durée indéterminée, ils avaient tout le

temps de rétablir la monarchie. Ce furent leurs divisions qui sauvèrent la République.

## B) Les divisions des royalistes et la première restauration manquée.

Il y avait deux prétendants. Les orléanistes voulaient le retour du petit-fils de Louis-Philippe, le comte de Paris ; les légitimistes n'acceptaient pour prétendant que le comte de Chambord, "Henri V", chef de la branche aînée. Âgé de cinquante ans, ce dernier n'avait pas d'enfant et c'était le dernier représentant mâle de ladite branche, quelque peu épuisée par des siècles de mariages consanguins pour raison d'État ; ce qui aurait pu rendre possible un arrangement avec les orléanistes (Henri V aurait régné, puis la couronne serait passée, légitimement selon la loi salique, au chef de la branche puînée).

Mais le comte de Chambord, quoique de caractère affable, n'était pas un homme de compromis. Fils d'un prince assassiné (par les *carbonari* en 1820), petit-neveu d'un roi guillotiné, enfant d'un "miracle" qu'un entourage de fanatiques lui avait rabâché (il était né après la mort de son père ; celui-ci n'ayant pas d'autre enfant, le "miracle" était que grâce à sa naissance et à son sexe la branche aînée ne s'était pas interrompue), il avait été élevé à la cour de Charles X, puis (après 1830) dans divers châteaux rhénans et danubiens ; il avait pris femme à la cour de Modène en Italie, la plus arriérée d'Europe paraît-il. Au début des années 1870 il vivait en Bohême, au château de Frohsdorf ; il n'avait pas mis les pieds en France depuis juillet 1830 et ne revit son pays qu'en 1871, pour quelques heures qu'il passa d'ailleurs essentiellement dans des églises, car il avait des dévotions en retard. Le seul écrivain français contemporain qu'il lisait, c'était Louis Veillot, le représentant du courant le plus ultramontain et le plus réactionnaire du catholicisme français. Chambord appartenait à un monde déjà anachronique dans son pays natal en 1820, disparu à jamais en 1870 : il refusait la France et le monde moderne, la démocratie, le régime représentatif, le suffrage universel, la liberté de conscience, et n'avait pas assez d'intelligence pour comprendre qu'il lui fallait s'adapter à ce monde pour y trouver sa place et, éventuellement, le faire évoluer.

Sur les institutions, à la rigueur, il eût fait des concessions, comme Louis XVIII avec la Charte en 1814 ; ce n'était pour lui que de l'accessoire, et puis il y avait eu des Parlements dans l'ancienne France. Mais le problème posé par la personnalité du comte de Chambord se cristallisa autour d'un point pour lui essentiel, celui du drapeau. Lors d'une entrevue secrète qu'il eut avec les principales figures de la Chambre, le jour même des partielles de juillet 1871, il refusa obstinément d'adopter le drapeau tricolore. Voici ce qu'il déclara à ce propos, quelques jours avant ou après :

« Henri V ne peut pas abandonner le drapeau blanc d'Henri IV. Je l'ai reçu comme un dépôt sacré du vieux Roi mon aïeul, mourant en exil; il a toujours été pour moi inséparable de la patrie absente; il a flotté sur mon berceau, je veux qu'il ombrage ma tombe ».

On était après la Commune, qui avait proclamé le drapeau rouge... Ces paroles exaltées étaient d'un romantique (Lamartine avait écrit en 1820 : « ô Dieu de mon berceau, sois le Dieu de ma tombe ») ; mais on était au temps de Flaubert et des Goncourt, et puis les romantiques n'arrivent pas au pouvoir, sauf accident comme Lamartine en 1848 ; ils meurent seuls de phtisie sur des landes désolées. Ces paroles n'étaient même pas celles d'un homme de l'ancienne France, car nos rois, jusqu'à Louis XVIII inclus, furent des pragmatiques ; c'étaient celles d'un émigré, d'un extrémiste et non d'un rassembleur (« on n'échappe pas par des expédients à des vérités immortelles », insistait le même manifeste). L'obstination de Chambord rendait la restauration impossible, car tous ceux qu'inquiétait la perspective d'un retour à l'Ancien Régime, y compris de nombreux orléanistes, refusaient le retour au drapeau blanc qui apparaissait comme un premier pas dans ce sens : ils rappelèrent que le drapeau tricolore était devenu, par opposition à "l'étendard sanglant de l'anarchie" (le drapeau rouge des commmunards), l'étendard de l'ordre social. Du reste, même les légitimistes s'étaient résignés à se battre sous le drapeau tricolore lors de la guerre récente ; mais ce vieux gentilhomme autrichien ne savait plus rien de la nation française. En fait, il refusait l'idée de s'installer dans ce pays, de se compromettre avec cette société qu'il ne reconnaissait pas ; sans même attendre les réactions, il reprit le train (quand même...) pour la Bohême.

Les députés ne voulaient toujours pas de la République ; pourtant, il fallait bien que quelqu'un incarnât le régime en attendant un hypothétique changement d'avis d'Henri V, ou sa mort. Et puis Thiers n'aimait pas le titre de chef de l'exécutif: « Chef ! Chef ! Me prend-on pour un cuisinier ? ». Fin juillet 1871, par l'amendement Rivet, il obtint (à titre personnel toujours, et pour le temps que l'Assemblée devait prolonger ses travaux) le titre de président de la République.

### C) La stratégie des républicains.

À soixante-seize ans bien remplis, Thiers suscitait la méfiance des royalistes. Fort d'une ambition intacte et d'une longue expérience de la vie politique, il manœuvrait, sans se dire encore ouvertement républicain ; mais il avait déjà fait son choix, par mépris pour les doctrinaires et les bêtards, pour ceux qui n'avaient pour eux que d'être "légitimes" ; l'enfant du sous-prolétariat marseillais parvenu à force de volonté et d'intelligence méprisait, à la Figaro, "ceux qui ne s'étaient donnés que la peine de naître". Dès mai 1871, semble-t-il, il avait discrètement rencontré les francs-maçons républicains à Lyon, leur demandant de ne pas gêner la répression par leurs protestations, en échange de son travail pour la République. Après la Semaine sanglante, n'ayant plus besoin de prouver qu'il était *conservateur*, il se plaça systématiquement en opposition par rapport à l'Assemblée et à ses excès *réactionnaires* ; elle pouvait difficilement s'en débarrasser, car il fallait toujours négocier avec Bismarck (les troupes allemandes occupaient la moitié du territoire), et cela aurait signifié presque automatiquement de nouvelles élections.

Thiers travaillait pour le pays, ce qui était travailler aussi dans son propre intérêt : il lança des emprunts pour payer l'indemnité due aux Allemands ; grâce à sa popularité (notamment à l'étranger), ils se placèrent très bien (le second fut souscrit vingt et une fois). L'armée allemande accepta d'évacuer le territoire de la France en mars 1873, et l'évacuation fut effective en septembre, trois ans au moins avant la date prévue en 1871 ; il n'y eut même pas besoin d'augmenter les impôts directs existants ni de créer un impôt sur le revenu comme l'avait proposé l'Assemblée, on n'augmenta que les taxes et les tarifs douaniers (ce dernier point ne pouvait que satisfaire les paysans et les industriels). Thiers réorganisa également l'armée en juillet 1872. Le service national, désormais obligatoire dans le principe, passa de sept à cinq ans ; il y avait toujours un tirage au sort, mais les "bons numéros" devaient faire six mois de service ; un certain nombre d'exemptions demeuraient, notamment pour les fonctionnaires, les élèves des grandes écoles (sauf Polytechnique évidemment), les ecclésiastiques ; les bacheliers, s'ils devançaient l'appel et payaient leur équipement, ne faisaient qu'un an, comme en Prusse. Au total, 40% seulement d'une classe d'âge étaient appelés. C'était quand même un grand pas sur la voie de l'armée de conscrits, plus proche de celle que la gauche appelait de ses vœux ; comme les conscrits, après la fin de leur service, restaient dans la "réserve" durant quatre ans, en cas de conflit l'armée française pouvait désormais aligner cinq cent mille hommes. Ces mesures en faveur de l'armée se prolongèrent après la chute de Thiers : l'École de guerre apparut en 1875, on entreprit de nouveaux travaux de fortification aux frontières. Elles étaient désormais populaires, dans une France où l'idée de revanche commençait à prendre corps — beaucoup, comme Renan sur qui je reviendrai aux chapitres 4 et 9, voulaient que la France se mît à l'école de l'Allemagne : pour eux, c'était le service militaire obligatoire, avec la qualité de l'enseignement, qui avaient permis à l'ennemi de gagner la guerre.

Thiers était de plus en plus populaire : il rassurait. Beaucoup de conservateurs, même royalistes de cœur, se disaient que mieux valait une république avec lui que l'aventure d'une monarchie incarnée par un réactionnaire fanatique ; certains, même croyants, étaient agacés que l'Ordre moral ait fait de Dieu "un personnage politique", ce qui était dangereux à terme pour la religion. Selon M. Agulhon, « l'idéal orléaniste, dans ce qu'il avait de libéral, a[vait] été trahi par le caractère réactionnaire de la politique de l'Ordre moral. Dès lors, à l'instar de Thiers, les orléanistes restés attachés à la liberté devinrent républicains pour rester libéraux, puisque le gros des monarchistes cessaient d'être libéraux ». Il y avait aussi tous ceux qui aspiraient simplement à un peu de calme, à un peu de durée : on en était au douzième renversement de régime en quatre-vingt ans. Quant aux nationalistes, ils se disaient que la République ferait peut-être bien la revanche ; dès juin 1871, à la revue de l'armée par le chef de l'exécutif à Longchamp (une nouveauté, organisée par Thiers), on avait applaudi la République avec l'armée. Enfin certains des républicains, de ceux que le césarisme n'effrayait pas, trouvaient qu'il faisait un bon chef ; il affichait des convictions centralistes, jacobines, face à l'Assemblée dominée par des hobereaux de province, où l'on votait des mesures décentralisatrices (comme l'élection des

maires des petites communes et des conseils généraux) qui ressemblait fort à des cadeaux faits aux notables : pour bon nombre de républicains, mieux valaient encore les préfets que les sacristies et les châteaux.

Ce fut pourquoi, vers novembre 1872, Thiers commença à afficher ouvertement des convictions républicaines : il affirma que « la République exist[ait], [qu']elle [était] le gouvernement légal du pays : vouloir autre chose serait encore une nouvelle révolution, et la plus redoutable de toutes » — c'était un connaisseur qui parlait. Puis il parla de « la République, régime qui nous divise le moins » ; enfin, pour rassurer les conservateurs, il affirma que « la République ser[ait] conservatrice ou ne ser[ait] pas ».

Gambetta, un homme *a priori* plus inquiétant pour les conservateurs, comprit que les républicains radicaux devaient avant tout rassurer, ce qui était de toute façon conforme à son tempérament profond. Il était anticlérical et il avait le verbe haut, mais il n'avait jamais été socialiste et il n'avait pas soutenu la Commune. Il s'appliqua à contrôler son éloquence et multiplia les déclarations du genre : « je suis à la fois radical et conservateur ». Par ailleurs, il avait eu le mérite d'organiser la guerre de défense nationale ; à l'heure où les Allemands abhorrés étaient sur le départ, cela comptait. On oubliait déjà les excès de son gouvernement, car ceux de l'Ordre moral étaient bien pires.

Les radicaux se firent tout modérés : ils sentaient la victoire à leur portée, l'heure n'était plus au maximalisme. Ils n'attaquaient pas Thiers, bien au contraire ils le soutenaient (par exemple ils ne firent paraître aucun dépit lorsque fut votée la loi militaire, qui pourtant n'allait pas assez loin à leur goût). Jusqu'en 1876 ils se gardèrent bien de réclamer des réformes sociales ni fiscales, à plus forte raison de demander l'amnistie des communards. Leur programme se résumait à deux points : l'anticléricalisme, qui réunissait tous les ennemis de la réaction à l'heure de l'Ordre moral (ils ferraillaient avec Mgr Dupanloup, ils transformaient les enterrements civils en autant de manifestations, ils attaquaient les pèlerins de retour de Lourdes aux cris de: « hou! Les lourdauds! ») ; l'enseignement gratuit, laïc et obligatoire. Ils voulaient une République sans ces conflits de classes qui retardent l'évolution de la société, comme l'avait montré la Commune ; une République sans révolution, mais égalitaire en même temps (pour F. Furet, « ils voulaient l'égalité sans la révolution »), donc forcément une République méritocratique, la République des talents — d'où l'importance de l'école dans leur projet. C'était en fait la vieille idée de régénération du peuple (commune à peu près à tous les courants de pensée du XIXe siècle), mais la violence révolutionnaire en moins. Ce qui liait le projet pédagogique à l'ardeur anticléricale, c'était évidemment le fait que l'Église était devenue le refuge des adversaires de la modernité.

Les radicaux apportaient à Thiers le soutien de la Ligue de l'enseignement, fondée par Jean Macé en 1866, et d'une partie de la franc-maçonnerie. Hostiles aux notables, aux droites à qui ils déniaient la capacité et même le droit de se rallier à la République, ils se préparaient à l'avenir, à une France nouvelle dont ils seraient les porte-paroles. L'Histoire a retenu la phrase fameuse de Gambetta, prononcée à Grenoble en 1872: « Je pressens, je sens, j'annonce la

venue et la présence dans la politique d'une **couche sociale nouvelle** » (on cite en général au pluriel : "les couches nouvelles") : il s'agissait de ce que nous appellerions aujourd'hui les classes moyennes – elles étaient appelées à former les cadres du nouveau régime, appuyées sur les suffrages de la paysannerie, piétaille de la République : prenant en quelque sorte le relais des élites rurales traditionnelles dans le contrôle du peuple des campagnes, à cette différence près qu'elles en sortaient, de ce peuple rural, grâce à l'école, et qu'elles le méprisaient nettement moins que les élites d'Ancien Régime. C'était l'annonce d'une République du suffrage universel, de l'instruction et du mérite. Sur le moment la formule fut prise pour une déclaration de guerre sociale, et Thiers dut calmer des inquiétudes, mais sur le fond les radicaux avaient raison : c'était la fin des châtelains, des grands notables, le début de la domination des instituteurs, des pharmaciens et des vétérinaires. Toutes ces couches-là firent le succès de la III<sup>e</sup> République et portèrent les radicaux au pouvoir, vingt ans après.

Le mouvement de recul des élites traditionnelles était déjà amorcé depuis longtemps, au moins depuis 1789, mais l'imperfection du suffrage et le caractère autoritaire des régimes de la période 1799-1870 l'avaient masqué. Les années 1870 furent le moment où, assez brutalement, l'on s'aperçut que les "grands notables" perdaient de leur ascendant sur la société rurale. Je laisse Daniel Halévy, auteur dans les années 1930 de deux ouvrages intelligents et très bien écrits sur cette période, *La fin des notables et la République des ducs*, évoquer ce processus et le ralliement des paysans à la République :

« Les élus de février 1871, reprenant d'anciennes habitudes, en maints lieux avaient recommencé de dire : "Hé ! L'ami !" [à leurs paysans : formule qui se voulait joviale, fort méprisante en fait]. Nobles ou notables, ils ignoraient ou ils faisaient très mal leur métier populaire. (...) Au village, tout n'allait pas selon le vœu des masses. (...) Les métayers du Centre, du Sud-ouest, comptaient avec ennui les redevances et corvées qu'énuméraient leurs baux, compliqués et chargés à chaque renouvellement. Dans ces redevances, ces corvées, les vieillards reconnaissaient souvent les anciennes obligations féodales rétablies par un patient travail des maîtres et des hommes de lois, leurs agents. (...) Métayers et petits propriétaires s'ennuyaient de former toujours un peuple humilié, d'avoir toujours à peiner, payer et saluer. Le journal, le petit livre républicain qu'on lisait à haute voix chez le marchand de vin attisant leurs griefs, les paysans sentaient monter en eux le vieux désir de décourager par des brimades ou des refus les nobles ou les notables possesseurs de domaines. La plus simple des brimades, c'était de voter contre leurs candidats et de préférer les plus rouges. Plus tard, on verrait à demander et à obtenir. C'est une révolution, avait dit Gambetta ; en effet, c'en était une, et toujours l'ancienne, la grande, reprise en des formes nouvelles, dans un climat nouveau, un climat de lenteur et de paysannerie ».

Effectivement, en juin 1872 les radicaux commencèrent à emporter des sièges dans les campagnes du bassin parisien... Il y avait déjà quelques

campagnes "rouges" qui, depuis la II<sup>e</sup> République, votaient le plus à gauche possible (elles votèrent socialiste à partir de 1890 et communiste après 1930), mais ce qui se passait à présent les dépassait largement : c'était dans toute la France que les paysans se mettaient à voter républicain. C'était une claque pour les notables. Mgr Dupanloup prédisait une nouvelle révolution à très court terme.

« Un peu partout, les conservateurs perdaient les mairies, en maintes régions disparaissait autour d'eux le vieil et courtois usage du salut, respectueusement donné, aussitôt rendu. L'atmosphère qu'ils avaient toujours respirée, quasi familiale, quasi patriarcale, venant à leur manquer, ils ne voyaient qu'abîmes devant eux (...). Les légitimistes, les cheveu-légers du comte de Chambord, ne concevaient la société que hiérarchisée, formée et maintenue par un ensemble de dévouements, dévouement du serviteur au maître, du maître au chef, du chef au roi, de tous à la patrie, à Dieu. Le radicalisme, déclarant l'homme égal à l'homme et n'assignant de fin à l'homme que l'homme même, ne pouvait, selon leur pensée, produire que des écroulements (...). Leurs voisins de la Droite modérée, du Centre droit, étaient beaucoup moins qu'eux des hommes de caste et de dynastie, mais ils étaient tous catholiques. Liés au culte par la pratique ou le respect, ils avaient peine à concevoir qu'un ordre durable, séparé des craintes, des espérances, de la présence de Dieu et des disciplines de son Église, pût s'établir entre les hommes. Les violentes formules [antireligieuses des radicaux] trouvaient audience jusque dans le peuple. Nulle part au monde, en aucun siècle, on n'avait observé un tel détachement des choses religieuses, un tel renversement des perspectives spirituelles. (...) À la place de Dieu, les Rouges mettaient quoi ? la justice. Mais dans un monde livré aux forces brutes, dans un système tout matérialiste, que signifiait cette force désanimée, vain reflet des dieux morts ? Ce n'était plus qu'un mot, un masque porté par la haine et l'envie, une arme pour détruire » (D. Halévy).<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Au-delà des désarrois qu'il prête aux notables de son enfance, on sent dans ce passage de Halévy, paru en 1937, à la veille de la seconde guerre mondiale, une interrogation partagée : comment fonder une société politique dépourvue d'absolu, de transcendance, de police des âmes, sans prendre le risque qu'elle dégénère en théâtre des luttes entre les égoïsmes et n'aille à l'abîme ? Dans les années 1930, la question : "par quoi remplacer Dieu ?" était plus que jamais cruciale : Mussolini, Hitler, Lénine étaient des (les?) enfants de ce "système" mené par des valeurs non transcendantes qui n'étaient qu'un "vain reflet des Dieux morts". Halévy ne regrettait pas l'Ancien régime (ne fût-ce que parce qu'il était juif) ; mais la même angoisse le taraudait. ==>

La question qu'il posait est toujours actuelle. En 1993, l'écrivain mexicain Octavio Paz l'a formulée autrement : « la démocratie n'est pas un absolu ni un projet pour le futur ; c'est une méthode de coexistence civilisée. Elle ne se propose pas de nous changer ni de nous mener où que ce soit » : il lui faut donc des règles, mais ces règles ne peuvent pas dériver d'un absolu ; elles ne peuvent être que le résultat d'une élaboration en commun, d'une négociation incessante aux résultats toujours fragiles, et le risque existe toujours que l'on se mette d'accord pour faire une référence d'une monstruosité. O. Paz note en particulier que la démocratie, système d'équilibres et de contrepoids, n'est pas faite pour le changement : « comment adapter la démocratie, qui suppose implicitement une société statique ou dotée d'un mouvement circulaire, aux sociétés modernes adoratrices du changement ? ».

En revanche les **socialistes**, assommés par la répression qui resta très brutale jusqu'en 1877 (l'Internationale fut une fois encore dissoute en 1873), étaient absents du débat politique, et du reste indifférents à la victoire de Thiers et Gambetta sur Chambord et Dupanloup. Même les radicaux ne s'intéressaient guère aux prolétaires, qui ne pouvaient être qu'une force d'appoint pour la République ; le prolétariat était minoritaire dans l'électorat français (et l'est toujours resté), et quand il voulait et pouvait voter il votait de toute façon pour les républicains, car lui aussi était inquiet de la réaction. Pourtant les socialistes existaient encore ; ils s'étaient radicalisés et haïssaient désormais la République pour avoir écrasé la Commune : la geste de 1871, puis la répression, les avaient rendus franchement révolutionnaires. Quelques syndicats réapparurent vers 1876. Ce fut la même année que le jeune Jules **Guesde**, ancien communard juste rentré d'exil, commença, comme il pouvait, à propager la doctrine marxiste de la lutte des classes, durcie par des références continuelles à la violence nécessaire (« la bourgeoisie doit être anéantie comme classe ») : un héritage du traumatisme de 1871, et plus lointainement du blanquisme, j'y reviendrai au chapitre 3. Un autre ancien communard, Cluseret, écrivait : « le but, c'est de substituer les vingt millions de paysans, d'ouvriers, de salariés, d'artisans, de fabricants, de boutiquiers, aux cinq cent mille familles de la classe dirigeante ». Plus rien dans ces textes du socialisme utopiste et fraternel du XIXe siècle : c'était bien un certain marxisme dur, intransigeant, violent du XXe siècle qui s'annonçait.

Par ailleurs les **bonapartistes**, eux aussi marginalisés, tentaient de refaire surface à la faveur de la confusion politique et du désarroi des autres monarchistes. Mais il se produisit une catastrophe : en janvier 1873, Napoléon III, qui se préparait à regagner la France en rééditant le vol de l'Aigle, mourut des suites d'une opération de ses calculs rénaux, opération indispensable pour lui permettre de remonter à cheval – un Bonaparte ne fait pas ses coups d'État en carrosse. Il repose toujours en Angleterre, à Farnborough : la IIIe République a toujours interdit le retour de ses cendres, et depuis 1945 le mouvement populaire en faveur d'un tel rapatriement manque de troupes.

#### D) La chute de Thiers et le second échec des royalistes.

L'Assemblée savait que le temps travaillait contre elle ; elle finit par s'inquiéter des manœuvres du Président, qui demandait sa dissolution et la restauration de la constitution de 1848 (il se serait bien vu élu au suffrage universel). Du reste, une fois l'indemnité payée l'Assemblée n'avait plus besoin de Thiers. La coupe déborda lorsqu'un "rouge", **Barodet**, fut brillamment élu à Paris, contre un candidat soutenu par Thiers (et fort maladroitement choisi : c'était Charles de Rémusat, un noble septuagénaire, ancien ministre de la monarchie de Juillet, brillant homme politique et mémorialiste mais peu crédible en républicain). Barodet était en fait plus un radical, un instituteur franc-maçon et libre-penseur, qu'un jacobin ou un socialiste, mais à Lyon où il siégeait au

conseil municipal en 1871 il avait montré de la sympathie pour les vellétés communalistes locales. Tous les vaincus de la Commune de Paris se retrouvèrent sur son nom, contre Thiers autant que contre les royalistes, ainsi qu'une partie des radicaux. À ses réunions, on entendait des couplets fort explicites :

« La vengeance a fait ses semailles,  
L'engrais est bon. Aussi, voyez  
Pousser la fleur des représailles  
Sur la tombe des fusillés ».

Pour l'Assemblée, c'était le résultat désastreux des compromissions de Thiers avec les républicains, le retour du cauchemar de 1871. Fin **mai 1873**, elle renvoya Thiers qui venait de la provoquer en nommant un ministère de gauche. Paradoxalement, **Thiers**, le bourreau de la rue Transnonain, le fusilleur des communards, **tomba à gauche** : il termina sa carrière politique en républicain persécuté par les réactionnaires !

Le pays ne bougea pas. Thiers ayant formellement démissionné, l'Assemblée n'était pas obligée de se dissoudre. À la présidence de la République les députés élirent un royaliste (plutôt légitimiste), le maréchal Marie Edme Patrice de **Mac-Mahon** (1808-1893). Échaudée par l'expérience de Thiers, l'Assemblée avait choisi un homme simple<sup>1</sup>, tout d'honneur et d'obéissance, et ne lui laissa aucun autre pouvoir que de représentation ; il était là pour garder la place au chaud pour le futur monarque. Les vraies responsabilités étaient entre les mains d'un "vice-président du Conseil" orléaniste qui forma un ministère royaliste : c'était le tombeur de Thiers, le duc Albert **de Broglie** (1821-1901), descendant de Mme de Staël, de Benjamin Constant et de Necker. C'était un homme intelligent et assez modéré, mais presque neuf en politique, et élevé dans un milieu « trop distingué » (selon Halévy) pour comprendre les foules des grandes villes, les ouvriers, les classes moyennes, bref la France de son temps.

C'était la dernière occasion possible pour une **restauration**. Mais les orléanistes n'osèrent pas la faire sans le concours des légitimistes : selon M. Agulhon, « dans le camp de la France conservatrice, la fraction ouvertement contre-révolutionnaire était assez puissante pour être jugée indispensable ». On renégocia avec Chambord ; le comte de Paris alla faire amende honorable à Frohsdorf, et les députés votèrent une invitation officielle (« La monarchie est le gouvernement de la France; en conséquence, Henri est appelé au trône »). Les Parisiens s'esbaudissaient déjà devant les carrosses du sacre, exposés par leur constructeur. Mais fin octobre 1873 Chambord, après des atermoiements, refusa de nouveau de renoncer au drapeau blanc :

---

<sup>1</sup> La mémoire de Mac-Mahon est liée au mot viril prononcé à la prise de la rotonde de Malakoff (lors de la guerre de Crimée) : « j'y suis, j'y reste » ; mais aussi à quelques mémorables balourdises d'expression. Face à une inondation, il ne sut dire que: « Que d'eau ! Que d'eau ! ». Passant en revue un régiment où on lui avait signalé que servait un "turco", un soldat originaire des colonies : « C'est vous le nègre ? C'est bien, continuez ! ». Visitant un hôpital où on lui présentait un typhique : « Ah, la fièvre typhoïde ! Je l'ai eue. On en meurt ou on en reste idiot ». Mots apocryphes pour la plupart évidemment, comme ceux de de Gaulle, mais représentatifs de la manière dont l'opinion percevait le Président, nullement impopulaire par ailleurs.

« Ma personne n'est rien, mon principe est tout ». « On me demande aujourd'hui le sacrifice de mon honneur. Que puis-je répondre, sinon que je ne rétracte rien, que je ne retranche rien de mes précédentes déclarations ? Les prétentions de la veille me donnent la mesure des exigences du lendemain, et je ne puis consentir à inaugurer un régime réparateur par un acte de faiblesse ».

Même Pie IX s'énerma : il déclara qu'on était en train de manquer la Restauration « pour une question de serviettes ». Complètement perdu, Chambord revint clandestinement à Versailles le mois suivant : il voulait comploter, voir le Président de nuit pour le convaincre de s'effacer — Mac-Mahon refusa de se prêter à cette mascarade infantile. Ce fut la dernière visite en France du vieil émigré. Il n'y avait plus d'autre solution que de geler la situation jusqu'à sa mort : on attribua donc à Mac-Mahon, toujours à titre personnel, le mandat présidentiel le plus long possible, dans la limite de ce que rendaient possible les souvenirs napoléoniens (le premier Consul était élu pour dix ans). Ce fut la loi du septennat, votée en novembre 1873 ; elle est à l'origine de la tradition française du septennat présidentiel, qui n'a été remise en cause qu'en 2000.

#### IV. La fondation de la IIIe République (1874-1879).

##### A) La constitution de 1875.

Dans une atmosphère très lourde encore (l'Ordre moral continuait de plus belle et même redoublait), les républicains se rassemblèrent derrière Gambetta, qui travailla à rallier les orléanistes les moins doctrinaires ; pour cela, il fit d'importantes concessions, acceptant le bicamérisme (en principe les radicaux étaient partisans d'une Chambre unique, comme sous les deux premières Républiques) et un exécutif fort (les radicaux étaient hostiles à tout ce qui rappelait le césarisme et eussent préféré un exécutif collégial). À partir de cette époque, il n'est plus possible de le qualifier de "radical".

Les royalistes résistaient toujours, tentaient de durer ; effectivement, le blocage se prolongea encore un an. Mais ils étaient très divisés et n'avaient plus de leader incontesté (de Broglie avait dû démissionner en mai 1874). La droite d'Ordre moral ne voulait pas admettre qu'elle avait fait son temps, que dans une France débarrassée du danger révolutionnaire et socialiste elle ne constituait plus un rempart mais une menace, par son esprit de revanche, son inadaptation au temps, son cléricisme ; la République en revanche n'était plus un épouvantail. Finalement, l'élection de plusieurs bonapartistes à des partiels provoqua un regain d'inquiétude à l'Assemblée : on n'avait pas oublié le succès du plébiscite de 1870 ; le Prince impérial avait vingt ans et s'il ressemblait à son père, les ennuis menaçaient. Déjà, les quelques députés bonapartistes parlaient d'imposer silence aux bavards de l'Assemblée... Les constituants se décidèrent alors à stabiliser le régime ; alors une partie des royalistes furent bien obligés d'accepter la République. Cela se fit par le biais de quatre lois votées à contrecœur et dans l'amertume, des lois ordinaires (donc modifiables

à la majorité simple), qui font de la constitution de la III<sup>e</sup> République de loin la plus brève, et la plus imprécise, que notre pays ait connu. Le texte se voulait modeste, et surtout ouvert à toutes les modifications... Notamment, il ne comprenait pas de préambule en forme de déclaration d'intentions.

En janvier 1875, l'amendement Wallon (non pas un texte de loi donc mais un simple ajout à un autre texte) fit mention pour la première fois de la fonction de "président de la République", considérée dans l'absolu et non pas liée à une personne. Il fut voté à une voix de majorité seulement (trois cents cinquante-quatre voix contre trois cent cinquante-trois), tant les royalistes étaient réticents à franchir le pas fatidique. En février, mars et juillet 1875 suivirent trois autres lois, votées à une majorité plus confortable, qui définissaient les institutions.

Le président de la République était élu pour sept ans, et indéfiniment rééligible, par les deux Chambres réunies en une Assemblée nationale (on ne voulait pas rééditer l'aventure de 1848, lorsque le suffrage universel avait débouché sur l'élection d'un aventurier démagogue). Il se trouvait doté d'importants pouvoirs : il avait l'initiative des lois, le droit de dissoudre la Chambre des députés et celui de prolonger les sessions ; il nommait à tous les pouvoirs, civils et militaires, il signait les traités. Il avait même le droit de grâce, un privilège régalien – la Constitution devait pouvoir servir sans problème, le cas échéant, pour une monarchie. Mais les actes du président de la République devaient être contresignés par un ministre, ce qui limitait ses pouvoirs : s'il nommait les ministres, ceux-ci étaient (solidairement) responsables devant les deux chambres. La chambre haute était un Sénat dont les membres devaient être âgés au moins de quarante ans ; il n'était pas élu au suffrage universel – soixante-quinze sénateurs étaient cooptés à vie, les deux cent vingt-cinq autres étaient élus pour neuf ans au suffrage universel indirect, renouvelables par tiers. Ce système favorisait la province et les notables, notamment du fait que toutes les communes avaient des représentants au collège électoral, quelle que fût leur taille : il y a en France une écrasante majorité de petites communes rurales. La chambre basse ou Chambre des députés, élue au suffrage universel direct, et le Sénat avaient les mêmes pouvoirs : en cas de désaccord, le projet de loi faisait "la navette" jusqu'à ce que l'on s'entendît... ou qu'on l'enterrât. Cela laissait prévoir de futurs blocages ; cela assurait en tout cas que les sénateurs, représentants de la France rurale et conservatrice, modèreraient les ardeurs réformatrices des députés. Les textes constitutionnels gardaient le silence sur des points aussi cruciaux que la capitale (pour l'instant, c'était Versailles), la durée du mandat des députés et le mode de scrutin aux législatives (ce dernier point n'est toujours pas constitutionnalisé en France), les rapports exacts du législatif et de l'exécutif. La fonction de président du Conseil, c'est-à-dire de premier ministre, n'était pas mentionnée.

Une toute petite minorité de républicains radicaux rechigna à voter les lois constitutionnelles, par fidélité à leurs principes ; mais les principales figures issues de la mouvance radicale des années 1860 les approuvèrent. Les plus intransigeants se rallièrent au régime à l'occasion de la crise du Seize mai.

## **B) Le Seize mai et ses conséquences.**

Puisque la Constitution était votée, il fallut bien que l'Assemblée se séparât. Les premières **élections législatives** de la III<sup>e</sup> République eurent lieu en février-mars 1876 : elles donnèrent aux monarchistes une courte victoire au Sénat, mais à la Chambre les républicains étaient fortement majoritaires (ils avaient obtenu environ 55% des voix, mais le scrutin majoritaire à deux tours, rétabli pour favoriser les notables, amplifia en fait la victoire de leurs adversaires), et la minorité monarchiste était encore plus divisée qu'auparavant car les bonapartistes faisaient un retour en force. Ce fut vraiment "**la fin des notables**" : les "couches nouvelles" entrèrent en masse dans cette Chambre, la noblesse et la grande bourgeoisie perdirent des positions qu'elles ne retrouvèrent jamais plus. En conclusion de son ouvrage, D. Halévy leur adresse une manière d'oraison funèbre que je voudrais reprendre ici :

« Comment expliquer l'évidente incapacité politique de ces nobles, de ces grands bourgeois français, héritiers directs de ceux qui, depuis des siècles, avaient été les ouvriers du solide État français ? (...) Proposons une solution : la fonction des hautes classes, dans l'ancienne France, était essentiellement une fonction de service. Pépinière de soldats, de diplomates, de magistrats, l'aristocratie (j'entends par ce mot l'ensemble des élites, si diverses, de l'ancienne France) ne gouvernait pas. Sa fonction était d'être employée. Gouverner était métier de Roi, réservé par les Rois aux hommes de leur choix. Un Sully, un Richelieu, un Mazarin, un Colbert, un Fleury, ainsi appelés, cessaient d'être huguenot, prélat, gentilhomme, Italien ou bourgeois. Chacun d'eux, tour à tour, devenait l'homme du Roi, ce qui revient à dire, en langage moderne, de l'État. Quand les nobles, en tant que nobles, faisaient incursion dans la politique, ils n'y réussissaient pas. Leurs insurrections maladroites dégénéraient en Frondes. En 1789, le Roi avait défailli, les avait laissés combattre seuls, et leur résistance n'avait été qu'une Fronde. Il en fut ainsi de toutes celles qui suivirent, de plus en plus hasardeuses, impatientement et légèrement conduites. Le Seize mai n'est pas autre chose qu'une sortie désespérée effectuée par les nobles et leurs clientèles. (...) Monarchistes sans prince, ils étaient vaincus d'avance. "L'absence du Roi fait de tout conservateur une borne", écrivit Maurras un demi-siècle plus tard ».

Mais Mac-Mahon avait été élu président de la République pour soutenir la cause royaliste ; soldat fidèle, il avait l'intention de la défendre envers et contre tout — « j'y suis, j'y reste ! ». Il entendait jouir des pouvoirs étendus que lui avait conférés la Constitution ; mais il prétendait s'en servir pour refuser le verdict des urnes. Il refusa d'appeler Gambetta au gouvernement ; de toute façon, une partie des républicains, notamment Ferry, n'y tenaient pas, craignant qu'il n'effrayât les Français, et qu'il ne s'imposât définitivement par sa forte personnalité. Deux républicains âgés, modérés, inoffensifs se succédèrent à la présidence du Conseil (Dufaure, puis Jules Simon qui se déclara « profondément

républicain et profondément conservateur ») ; mais Mac-Mahon les trouva encore trop peu soucieux de rétablir la monarchie, de défendre l'Église et le Pape, et le **16 mai 1877** il finit par exiger et obtenir la démission de Simon et rappela de Broglie. La Chambre vota un ordre du jour de défiance, **l'adresse des Trois cents soixante-trois** (d'après le nombre de députés qui la votèrent). C'était la rupture et c'était même **une crise de régime**, puisque le Président et la Chambre prétendaient gouverner de manière antagoniste : le Président prétendait imposer le gouvernement qu'il voulait à la Chambre ; la Chambre prétendait imposer le gouvernement qu'elle voulait au Président. En juillet 1877, Mac-Mahon dissolut la Chambre. Il en avait constitutionnellement le droit ; mais c'était une provocation pour les républicains, car les Français s'étaient prononcés un an auparavant.

La **campagne électorale** dura jusqu'en octobre. Le président de la République comptait avec le soutien de toutes les droites, de Veillot au *Figaro* ; mais c'était sans trop d'espoir à long terme — beaucoup se rendaient compte que c'était un combat d'arrière-garde, leur dernier combat sans doute. Le gouvernement refusa toutes les propositions de coup de force émanées notamment des cercles bonapartistes, mais exerça d'énormes pressions par le biais des préfets, des notables et des prêtres, qui agitaient le spectre des partageux (c'est-à-dire des socialistes révolutionnaires) et des pétroleuses ; des journaux républicains furent interdits, des cabarets fermés, des maires révoqués. Cela ne servit qu'à faire ressurgir l'ombre du césarisme. Mgr Dupanloup s'agitait dans l'ombre : cela faisait ressurgir d'autres ombres plus inquiétantes encore.

Les républicains s'unirent, présentèrent des candidatures uniques dans la plupart des circonscriptions, notamment celles des Trois cents soixante-trois. **Gambetta** battit la campagne, gagnant le surnom de "commis voyageur de la République". Dès la crise du mois de mai, il avait défini clairement l'adversaire à abattre : « **le cléricalisme, voilà l'ennemi** »<sup>1</sup> ; il accusait les cléricaux d'être au service d'une puissance étrangère (« Qu'un catholique soit patriote, c'est chose rare... ») et présentait les républicains comme les seuls vrais conservateurs. En août, à Lille, il définit encore plus clairement les enjeux du scrutin par cette adresse célèbre : « monsieur le Maréchal, quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, **il faudra se soumettre ou se démettre** ». Thiers, qui participait activement à la campagne malgré ses quatre-vingt ans, mourut brutalement début septembre 1877 ; les républicains lui firent de grandioses funérailles, conduites par les Trois cents soixante-trois au grand complet. Le cercueil du fusilleur parcourut le Paris de la Commune ; il n'y eut pas un cri séditieux.

Les pressions officielles portèrent quelques fruits : les républicains reculèrent d'environ soixante sièges, mais ils restaient majoritaires, d'autant plus que les monarchistes devaient compter à nouveau avec un fort contingent de

---

<sup>1</sup> Formule empruntée à un certain Alphonse Peyrat (1812-1891), qui l'avait prononcée en 1863. Dans la bouche de Gambetta, elle date (comme la phrase qui suit) des débats à la Chambre précédant la chute de Grévy.

bonapartistes. Mac Mahon consulta l'armée, qui se refusa à un putsch ; alors il se soumit, rappela Dufaure en décembre (Gambetta, bon prince, laissa encore passer son tour : il était jeune) et reconnut par écrit, véritable codicille aux lois constitutionnelles, que « la constitution de 1875 a fondé un régime parlementaire en établissant mon irresponsabilité, tandis qu'elle a institué la responsabilité solidaire et individuelle des ministres ».

Par sa maladresse de mai 1877, survenant après la catastrophe de décembre 1848, Mac-Mahon avait durablement affaibli la fonction présidentielle, et au-delà tout l'exécutif. La notion d'exécutif fort et celle de démocratie s'opposaient désormais, et pour quatre-vingt ans, jusqu'à de Gaulle. Les présidents de la IIIe République n'osèrent plus jamais dissoudre la Chambre. De manière générale, ils ne firent aucun usage de leurs importants pouvoirs ; lorsqu'ils en montrèrent des velléités, ou lorsqu'ils s'avisèrent de prendre parti dans un débat politique, ils furent contraints à la démission (ainsi Millerand en 1924). Du reste, les députés et les sénateurs prirent bien soin de choisir les hommes les plus effacés possibles. Après le précédent du Seize mai, les présidents de la République n'osèrent plus non plus imposer leur volonté pour le choix du président du Conseil : les députés et les sénateurs décidaient, et de ce fait c'était l'exécutif tout entier qui était affaibli (plus tard, lorsque les partis politiques modernes apparurent, on aboutit au "régime des partis" : c'étaient les états-majors de ceux-ci qui faisaient et défaisaient les cabinets, et la politique de la France). Désormais le législatif était tout-puissant. Le régime était strictement représentatif : l'exercice de la souveraineté reposait sur les seuls députés et sénateurs. Il n'y avait pas de référendums, le peuple était rarement consulté (les élections avaient lieu tous les cinq ans, sauf exception), il n'y avait pas de Conseil constitutionnel, pas de déclaration de principes supérieurs aux lois<sup>1</sup>. Les nouveaux notables issus des combats des années 1870 allaient régner sans partage durant soixante ans dans le cadre de cette interprétation des institutions.

Le pays avait enfin retrouvé le calme : en 1878, une exposition universelle fit courir les foules dans Paris parfaitement pacifiée, pavoisée aux couleurs républicaines. La Ville-Lumière éblouissait à nouveau l'Europe ; mais la Seine y avait un air de Léthé, pensaient ceux qu'avaient meurtri la Commune, la guerre ou les combats politiques de la décennie.

En janvier 1879, lors du premier renouvellement par tiers du Sénat, les républicains y conquirent la majorité : ils dominaient désormais les deux assemblées. Sénateurs et députés décidèrent immédiatement de se débarrasser de Mac-Mahon. Dans le cadre d'une série de décrets destinés à doter toutes les institutions de cadres républicains et à mettre à l'écart les ennemis du régime, ils votèrent la mise à la retraite de généraux monarchistes, vieux compagnons

---

<sup>1</sup> Ce qui finit par aboutir au désastre de juin 1940, lorsque les députés et les sénateurs votèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain sans limitations, sans s'assurer qu'il respecterait la démocratie. Aujourd'hui, en France ou aux États-Unis, cette décision serait cassée pour inconstitutionnalité : ce n'était pas possible sous la IIIe République.

d'armes du président de la République. Mac-Mahon, homme de fidélités, démissionna pour ne pas avoir à signer le décret, en janvier 1879, un an avant le terme de son mandat : après s'être soumis, il se démit. Le soir même, on élut à sa place Jules Grévy, un vieil homme sans relief, relique inoffensive et vénérée de la Deuxième. Il désigna, à la présidence du Conseil, l'obscur Henri Waddington (1826-1894). De nouveau, Gambetta était écarté : on lui donna la présidence de la Chambre pour lot de consolation. Jules Ferry obtint un portefeuille secondaire dans la hiérarchie gouvernementale mais essentiel à tous les cœurs républicains : celui de l'Instruction publique et des Cultes. C'était lui qui allait dominer la décennie suivante.

### Conclusion.

La conquête de la République s'était faite laborieusement, mais dans la légalité et la paix civile, tout au moins après la Commune : le Seize mai « n'[était] par un événement éclatant conforme au style du siècle qui s'ach[evait] ; c'[était] un événement confus, conforme au style du régime naissant » (D. Halévy) – autrement dit, il n'y eut pas une révolution mais une simple crise ministérielle. « Les républicains [s'emparèrent] de l'État avec la volonté expresse de tous les citoyens, forts d'une légitimité que personne ne contest[ait] plus. Ils [surent] dissocier démocratie et révolution, faire de la démocratie un ordre consenti dans les idées et dans les mœurs » (F. Furet). Enfin, « la Révolution rentr[ait] au port » (F. Furet!) : ce fut alors, vers 1880, que les "valeurs de 1789" et la forme républicaine de gouvernement furent intégrées définitivement à l'héritage national, qu'elles devinrent les valeurs officielles, celles sur lesquelles s'établissait le consensus de la majorité des Français, celles que l'on enseignait à l'école et auxquelles on faisait référence dans les discours ; ce fut alors que l'on commença à parler des "valeurs républicaines", cette expression signifiant à la fois "valeurs de 1789" et "valeurs nationales" (voyez au chapitre 4 pour plus de nuances).

Cela ne signifie nullement que ces valeurs n'étaient plus contestées du tout (Furet exagère l'unanimité des Français !) : elles le furent longtemps par une partie des catholiques, et jusqu'à Vichy par tous les maurrassiens et par la droite révolutionnaire – même si ces courants antirépublicains, fort bruyants et fort populaires dans les milieux intellectuels, ne rallièrent jamais les masses : les plus actifs, comme les boulangistes dans les années 1880 ou les Croix-de-Feu dans les années 1930, contestaient davantage la pratique politique de la III<sup>e</sup> République (le parlementarisme) que la République en elle-même.

Toujours est-il que les esprits n'étaient nullement pacifiés et que la France a longtemps continué à vivre la politique sur le mode de l'affrontement et non sur celui du consensus, au contraire des pays anglo-saxons ou scandinaves.

---

<sup>1</sup> Reprise d'une formule de François de Neufchâteau à propos du plébiscite du 10 frimaire an XII, qui donna naissance à l'Empire.

C'est cette persistance de cultures politiques opposées et perçues comme incompatibles que souligne M. Agulhon à propos surtout de la querelle des cléricaux et des anticléricaux, définitivement aigrie par l'Ordre moral :

« Dans les profondeurs de la société française, en province, sur le terrain, la lutte entre les éléments conscients de la droite (...) et de la gauche (...) s'enrobait dans la religion. Or il n'existait à l'époque aucun esprit d'œcuménisme, et guère de lassitude sceptique. La "guerre de religion" avait donc une âpreté que nous n'imaginons plus. Les convictions de chacun se teintaient d'intransigeance et de passion. Entrer ou non dans un lieu de culte, faire gras ou maigre le vendredi, etc., autant de choix impérieux et significatifs. (...) Chacun pour l'autre incarnait le Mal. On craignait et on méprisait l'adversaire. De plus, à Paris et dans quelques autres lieux, la Commune avait creusé un fossé d'une profondeur morale comparable ».

Malgré ces nuances, l'on peut écrire qu'un monde était mort, celui du XIXe siècle, celui des héritiers de la grande Révolution, des controverses sur les principes de 1789 et la forme du régime, du premier socialisme et des insurrections du peuple parisien, des conflits extérieurs limités. Un autre naissait, celui de la République et des "valeurs républicaines", celui des "couches nouvelles", de la question sociale et du mouvement ouvrier, du marxisme et du fascisme, du nationalisme et des guerres mondiales, des colonies : le XXe siècle (j'hésite à écrire : "notre monde" — il me semble qu'il s'est largement effacé à son tour entre les années 1960 et les années 1980).

En 1879, les pouvoirs publics regagnèrent Paris : le président de la République à l'Élysée, les députés au Palais-Bourbon, les sénateurs au Luxembourg. La même année la Marseillaise redevint l'hymne national ; en 1880, le Quatorze juillet devint la fête nationale. Les acteurs du combat qui s'achevait, presque tous des vieillards, disparurent rapidement. Thiers était mort en 1877, Dupanloup en 1878 ; Gambetta disparut prématurément en 1882. Le comte de Chambord mourut en 1883, encore assez jeune ; mais trop tard pour la monarchie française. Le jeune Bonaparte alla s'engager dans l'armée britannique, peut-être pour engranger de la gloire, peut-être pour fuir l'Europe et le poids écrasant de son destin ; pour ne point trop l'exposer, on lui donna un poste de géomètre, mais il n'eut pas de chance et tomba face aux Zoulous dans ce qui est maintenant l'Afrique du sud, en 1879 — il y repose encore. Eugénie de Montijo, la veuve de Napoléon III, fit exception : elle se retira dans le lugubre château espagnol de Belmonte, dans la Manche, en Espagne, où elle mourut à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, en 1920.